

Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne

1959
- Ajouts de 1963 et de 1979 -

2nd Partie

I. Quelques traits importants du capitalisme contemporain	
II. La perspective révolutionnaire dans le marxisme traditionnel	
III. La contradiction fondamentale du capitalisme	
IV. La politique capitaliste, autrefois et aujourd'hui	p. 2
V. La bureaucratisation du capitalisme et sa tendance idéale	p. 8
VI. L'échec du capitalisme	p. 19
VII. L'étape actuelle de la lutte de classe et la maturation des conditions du socialisme.....	p.29
VIII. Pour un mouvement révolutionnaire moderne	p.47

Texte extrait de « *L'expérience du mouvement ouvrier, Vol. 2 ; Prolétariat et organisation* », Ed. 10 / 18, 1979. L'introduction (indispensable) de sa réédition anglaise de 1974, ainsi que les commentaires de 1994 sont disponibles dans la brochure n°9 « *Crise économique, politique, sociale* »

Texte publié dans la revue *Socialisme ou Barbarie*, N° 31 (décembre 1960), 32 (avril 1961) et 33 (décembre 1961). La première version de ce texte a été publiée dans le *Bulletin Intérieur*, N° 12 du groupe « Socialisme ou Barbarie » (octobre 1959) ; la deuxième, dans le N° 17 de ce *Bulletin* (mai 1960). Sur la controverse qu'il a, dès le départ, suscitée, les tentatives d'en empêcher ou d'en retarder la publication et finalement la scission de 1963, cf. la « Postface à Recommencer la révolution » dans *L'Expérience du mouvement ouvrier*, 2, pp. 3 et suivantes. La première livraison du texte, dans le N° 31 de *S. ou B.*, était précédée de la mention suivante : « Le texte ci-dessous, dont les idées ne sont pas nécessairement partagées par l'ensemble du groupe *Socialisme ou Barbarie*, ouvre une discussion sur les problèmes de la politique révolutionnaire dans la période actuelle qui sera poursuivie dans les numéros à venir de cette revue. » [Il a été par la suite publié en intégralité dans « *L'expérience du mouvement ouvrier*, Vol. 2 » Ed. 10 / 18, 1979]

(... / ...)

IV

LA POLITIQUE CAPITALISTE, AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI

Au cours de cette lutte séculaire, le capitalisme transforme constamment la société, mais aussi il se modifie profondément lui-même. Nous commencerons l'examen de ces modifications sur le plan le plus « idéologique » celui de la politique capitaliste¹.

Il y a actuellement une *politique* de la classe capitaliste, de plus en plus consciente et explicitée². On la saisira mieux, par le contraste qu'elle forme avec la « politique capitaliste du XIX^e siècle ». On verra qu'en réalité, au XIX^e siècle, *il n'y avait pas* de politique capitaliste au sens propre du terme ; nous utilisons cette expression pour la commodité, en entendant par là le système de référence, les

¹ Nous commençons par cet aspect pour la clarté de l'exposition. L'idéologie, pour nous, ne « suit » ni ne « précède », n'est ni cause ni résultat, mais simplement l'expression de la *même* réalité sociale à son propre niveau, à la fois identique et différent.

² La question du degré, de la nature, des supports sociaux de cette conscience est loin d'être simple, mais nous ne pouvons pas nous y arrêter maintenant.

idées-forces, la gamme des moyens utilisés et presque les réflexes du capitaliste individuel ou des capitalistes agissant comme classe à travers ses institutions (partis, Parlement, administration de l'Etat, etc.) devant les problèmes qui se posaient à eux.

Cette « politique » capitaliste d'autrefois est bien connue, il suffit d'en résumer les grandes lignes. Chaque capitaliste doit être laissé libre de poursuivre son « entreprise », dans les limites (fort élastiques) tracées par le droit et par la « morale ». En particulier le contrat de travail doit être libre et déterminé par « accord des parties ». L'Etat doit garantir l'ordre social, passer, le cas échéant, des commandes profitables aux entreprises, favoriser l'activité des capitalistes par des tarifs douaniers et des traités de commerce, mener des guerres pour « protéger les intérêts de la nation » c'est-à-dire de tel ou tel groupe capitaliste. Mais il ne doit pas intervenir directement dans l'orientation et la gestion de l'économie, qu'il ne pourrait que « perturber », ni prélever par ses impôts une part importante du produit national, parce que ses dépenses sont « improductives ». Les revendications ouvrières sont *a priori* injustifiées parce qu'elles visent, concrètement, à diminuer les profits, et abstraitement, à violer les lois du marché. Elles doivent donc être combattues à la mort - y compris par l'intervention de la troupe - de même que leurs instruments : grève, syndicats, partis ouvriers, etc.

Ce qui importe ici n'est pas, bien entendu, de discuter l'absurdité de cette idéologie, son mélange d'enfantillage et de mauvaise foi - ni même de souligner le degré auquel aujourd'hui encore une fraction importante de la classe capitaliste et de ses politiciens (l'aile « libérale-réactionnaire » pour ainsi dire) restent sous son emprise. Ce qui nous intéresse c'est que, correspondant à une phase de développement du capitalisme *et* du mouvement ouvrier, elle a joué un rôle déterminant dans le déroulement de la lutte des classes. Elle a à la fois nourri la résistance acharnée opposée par les capitalistes aux revendications ouvrières et conditionné les crises économiques classiques et le fonctionnement, de l'économie en général. « Laissés à eux-mêmes », en effet, les automatismes de l'économie capitaliste ne pouvaient que susciter régulièrement des crises de surproduction, et la résorption de ces crises, également « laissée à elle-même », pouvait durer longtemps.

Il est remarquable que l'idéologie marxiste, tout en dénonçant violemment et à juste titre cette idéologie et la « politique » qui en découlait, en partageait les postulats fondamentaux dans certains domaines. Les marxistes pensaient, eux aussi, que l'on ne pouvait rien changer au fonctionnement de l'économie capitaliste, que les crises, inévitables, étaient au-delà de toute intervention de l'Etat. Seuls les « signes de valeur » étaient différents : pour les marxistes, les crises manifestaient les contradictions insurmontables du système et ne pouvaient qu'aller

en s'aggravant ³ ; les capitalistes n'y voyaient que des « maux naturels » et « inévitables » qui avaient leur contrepartie positive (élimination des entreprises moins efficaces, etc.) ou même des signes passagers d'une « phase de croissance » du système. Les marxistes eux aussi pensaient, *au fond*, qu'on ne pouvait pas durablement améliorer le salaire réel des ouvriers, condamné par les « lois du mouvement du capitalisme » à fluctuer autour d'une moyenne inaltérable ⁴. Sur ces points essentiels d'appréciation de la réalité, la politique marxiste et la politique capitaliste jusqu'aux environs de 1930 participaient d'une optique similaire.

D'autre part, le marxisme identifiait à *l'essence* du capitalisme ses manifestations du XIX^e siècle et sa politique de l'époque. En tant que système, le capitalisme apparaissait au marxisme comme caractérisé fondamentalement par *l'anarchie* et *l'impuissance*. Cette politique, qui équivaut effectivement à *l'absence* ou à la *négation* de la politique : « laissez faire », etc., on la voyait comme exprimant les tréfonds du système. Une société capitaliste était nécessairement cela : incapable d'avoir une vue et une volonté sur sa propre organisation et gestion. C'est l'anarchie au niveau subjectif de ses dirigeants qui ne veulent (ne peuvent vouloir) ni ne peuvent intervenir dans la marche de l'économie (et, s'ils intervenaient, ils seraient évidemment impuissants devant la marche inexorable des lois économiques) ; qui aussi, lorsqu'ils prennent des décisions, sont par nature incapables d'adopter un point de vue plus général ou à plus long terme, rivés qu'ils sont au profit au sens le plus étroit. L'être du capitaliste est cet être immédiat, incapable de prendre une distance quelconque par rapport à la réalité, même si cela doit servir ses intérêts « bien compris ». C'est à grande peine s'il arrive à comprendre que l'ouvrier, de même qu'une machine, a besoin de lubrification adéquate. Il préférera voir son entreprise démolie que concéder une augmentation de salaire, il fera toujours une guerre pour conquérir une colonie ou ne pas la perdre. Bref, le capitaliste est incapable de tactique et de stratégie, en particulier dans la lutte des classes.

Si, malgré cette impuissance et cette anarchie, le système fonctionne quand même, c'est que, derrière les marionnettes capitalistes, officient gravement les lois objectives et impersonnelles de l'économie qui en garantissent la cohérence

³ « Enfin, à mesure que ce mouvement irrésistible contraint les capitalistes à exploiter les énormes moyens de production déjà existants sur une échelle plus grande encore et à faire jouer à cette fin tous les ressorts du crédit, les séismes qui ébranlent le monde commercial se multiplient, ne lui laissant qu'une seule issue... augmenter les crises. Elles gagnent en fréquence et en violence. » (K. Marx. *Travail salarié et capital*. Pl. 1, p. 228. Soul. Dans le texte.) [Note ajoutée à l'édition anglaise de 1965.]

⁴ A cet égard il y a toujours eu une certaine duplicité dans le mouvement marxiste entre la pratique - où l'on proclamait que telle entreprise ou tel secteur capitaliste pouvait et devait payer des augmentations de salaire - et la grande théorie, où l'on « démontrait » que la satisfaction des revendications ouvrières en matière de salaire était impossible dans le cadre du système.

et l'expansion, mais jusqu'à un certain point seulement ; car, derrière cette cohérence on rencontre à nouveau, à un niveau plus profond, l'anarchie ultime du système, sa contradiction « objective » finale.

Disons tout de suite que, pour être historiquement dépassée, cette image n'en est pas moins *été vraie* en partie. Le « tort » méthodologique - excusable - des marxistes d'autrefois, a été d'élever au rang de traits éternels du capitalisme les caractéristiques d'une phase de son développement. Le tort réel - inexcusable - des « marxistes » d'aujourd'hui est de chercher la vérité sur le monde qui les entoure dans les livres d'il y a cent ans.

Il a été effectivement vrai que la politique capitaliste a été pendant longtemps cette absence de politique, ce mélange d'anarchie et d'impuissance. Il a été vrai que le comportement aussi bien du capitaliste individuel que de ses politiciens, de son Etat et de sa classe a été ce comportement à courte vue, sans distance, sans perspective, sans tactique ni stratégie. Il est vrai qu'aussi longtemps qu'il a pu, le capitaliste a traité l'ouvrier infiniment moins bien qu'une bête de somme et que son attitude ne s'est modifiée qu'en fonction de la lutte ouvrière et pour autant que celle-ci dure. Il est enfin vrai que dans cette société qui « se laissait faire » la seule cohérence était celle introduite par les lois économiques, laquelle évidemment, dans un monde complexe et évoluant rapidement, ne pouvait qu'aller de pair avec une incohérence fondamentale.

Les choses ont changé, et garder aujourd'hui cette image dépassée du capitalisme c'est commettre la plus grave - et la plus fréquente - des erreurs que l'on puisse commettre dans une guerre : ignorer l'adversaire, et sous-estimer sa force. Mais ce changement n'est pas dû à des mutations génétiques qui auraient rendu les capitalistes plus intelligents. La lutte du prolétariat a obligé la classe dominante à modifier sa politique, son idéologie, son organisation réelle. Le capitalisme a été modifié objectivement par cette lutte séculaire ; mais il a été aussi modifié subjectivement, en ce sens que dirigeants et idéologues ont accumulé, à leur corps défendant ⁵, une *expérience* historique de la gestion de la société moderne.

Le contenu de la nouvelle politique capitaliste a été imposé aux classes dominantes par la lutte du prolétariat : il y a eu des victoires ouvrières qui ont montré dans les faits que le système pouvait très bien s'accommoder de certaines réfor-

⁵ Comme le prouvent les énormes résistances que rencontre encore aujourd'hui une politique « moderne » au sein de la classe capitaliste. La politique de l'administration Eisenhower, qui a plongé l'économie américaine dans le marasme pendant les sept dernières années, exprime en partie ces résistances ; on peut en dire autant de la politique Baumgartner en France qui conduit le capitalisme français à progresser, à pas de tortue sous prétexte de sauvegarder « la stabilité des prix ». Mais cela est encore plus vrai pour les 99 % des marxistes, qui sont loin en arrière des représentants les plus conscients du capitalisme, et qui montrent, dès qu'on les pousse un peu, que leur image du capitalisme est celle du XIX^e siècle.

mes et même les détourner à son profit ; il y a eu aussi l'utilisation, par le capitalisme, d'idées, de méthodes, d'institutions qui ont surgi du mouvement ouvrier lui-même.

Ainsi les augmentations de salaire à partir d'un certain moment ne peuvent plus être combattues avec autant d'acharnement qu'autrefois, car la pression ouvrière devient trop forte ; mais les capitalistes découvrent, petit à petit, que ce n'est pas *nécessaire* d'y opposer une résistance absolue. Du moment, en effet, que le mouvement se généralise - et les contrats collectifs par industrie jouent un grand rôle dans ce sens - aucun capitaliste n'est mis en position défavorable vis-à-vis de ses concurrents du fait qu'il concède une augmentation de salaire ; et, en fin de compte, il y trouve son profit par l'élargissement de la demande qu'elles entraînent. Enfin et surtout, le capitaliste se rattrape par l'augmentation du rendement, qui maintient le rapport salaires-profit approximativement constant ; et il essaie d'« acheter » la docilité des ouvriers dans le domaine le plus important, celui de la production, par des concessions sur les salaires ⁶. Bien entendu, c'est ici par excellence un des cas où ce qui est utile pour la classe dans son ensemble et si toute la classe le fait, ne l'est pas nécessairement pour le capitaliste individuel ; c'est une des raisons pour lesquelles cette nouvelle attitude n'apparaît que lorsque la concentration du capital d'un côté, celle des organisations ouvrières, de l'autre, atteignent un degré suffisant. Mais à partir de ce moment, une politique consciente d'augmentation « modérée » des salaires devient partie intégrante de la politique d'ensemble du capitalisme, car le lien entre cette augmentation et l'expansion du marché est de plus en plus clairement perçu.

D'une autre façon, la nécessité de maintenir un « plein emploi » relatif, après l'expérience de la grande dépression de 1929-1933 et face à une classe ouvrière qui, de toute évidence, n'en accepterait pas une minute la répétition, s'est nettement imposée à la classe dirigeante - en même temps qu'était enfin aperçu le lien évident entre le maintien du plein emploi et l'expansion accélérée du capital, et que les capitalistes découvraient, comme les ouvriers et même avant eux, que l'étatisme ne signifie nullement le socialisme. De même les syndicats, longtemps combattus, sont reconnus et finalement transformés en rouages du système ⁷.

On en arrive ainsi à la conception contemporaine de la politique qui est effectivement appliquée même lorsqu'elle est combattue en paroles. Son pivot, c'est

⁶ C'était, avec une clarté totale, l'enjeu de la dernière grande grève de l'acier aux Etats-Unis. V. les notes à ce sujet dans les N° 29 et 30 de *S. ou B.*

⁷ Cette transformation, qui a pris presque un siècle dans les autres pays capitalistes, s'est opérée en l'espace de quelques années aux Etats-Unis, entre 1935-37 où les grandes grèves ouvrières ont imposé au patronat la reconnaissance du C.I.O., et la fin de la guerre, où cette transformation était déjà achevée et les syndicats essentiellement préoccupés de maintenir la discipline dans la production en échange de concessions sur les salaires.

l'abandon du « laissez-faire », plus profondément : la répudiation de l'idéologie de la « libre entreprise » et de la croyance au fonctionnement spontané de l'économie et de la société comme devant produire le résultat optimum pour la classe dominante ; c'est l'acceptation de l'idée (produit du mouvement ouvrier) d'une responsabilité générale de la société - c'est-à-dire de la classe dominante - devant les événements et du rôle central de l'Etat dans l'exercice de cette responsabilité ; c'est, concurremment, l'idée de la nécessité d'un *contrôle*, le plus étendu possible, par la classe dominante et ses organes, de toutes les sphères d'activité sociale. L'intervention de l'Etat dans les affaires sociales devient la *règle* et non plus l'exception comme autrefois. Le contenu de cette intervention est désormais défini de façon radicalement opposée à l'idéologie capitaliste classique. L'Etat n'est plus supposé garantir simplement un ordre social à l'intérieur duquel le jeu capitaliste s'effectuerait librement. Il est explicitement chargé d'assurer le plein emploi, et la « croissance économique dans la stabilité »⁸ - ce qui signifie assurer à la fois un niveau adéquat de demande globale et intervenir pour empêcher la pression des salaires de devenir trop forte -, la formation de la force de travail, les investissements dans les secteurs où le capital privé n'intervient pas suffisamment ou rationnellement, le développement scientifique et culturel. Les idées-forces sont désormais : l'expansion, le développement de la consommation et des loisirs, l'élargissement de l'éducation et la diffusion de la culture. Les moyens : l'organisation, la sélection des individus, la hiérarchisation.

Il est superflu, à cet endroit, d'insister sur le contenu de classe de ces objectifs et de ces moyens, et sur les contradictions de cette nouvelle politique capitaliste. Des doutes à cet égard - et le refus obstiné de reconnaître ce qui est la réalité du capitalisme contemporain - ne peuvent subsister que chez ceux qui, parce qu'ils continuent de confondre le socialisme avec l'expansion de *cette* production et de *cette* consommation, avec l'élargissement de *cette* éducation et la diffusion de *cette* culture, sentent le sol se dérober sous leurs pieds s'ils reconnaissent que le « niveau de vie », par exemple, s'élève sous le capitalisme.

Cette politique, qui représente *subjectivement* le produit de l'expérience capitaliste de la lutte de classe et de la gestion de la société, est en même temps *objectivement* le corollaire des transformations réelles du capitalisme ; elle est la logique explicitée de ses nouvelles structures et des instruments mis en oeuvre pour assurer sa domination sur la société. Mais en même temps, parce qu'elle doit se donner les moyens de ses fins, elle accélère l'évolution de ces structures et amplifie ces instruments. C'est vers cet aspect objectif de l'évolution du capitalisme que nous voulons maintenant nous tourner.

⁸ V. par exemple le *Full Employment Act* américain de 1947, et plus généralement toutes les déclarations programmatiques officielles des gouvernements contemporains en matière d'économie.

LA BUREAUCRATISATION DU CAPITALISME ET SA TENDANCE IDÉALE

Le résultat d'une lutte de classes deux fois séculaire a été la profonde transformation objective du capitalisme, que l'on peut résumer en ce terme : la bureaucratisation. Nous entendons par là une structure sociale dans laquelle la direction des activités collectives est entre les mains d'un appareil impersonnel organisé hiérarchiquement, supposé agir d'après des critères et des méthodes « rationnelles », privilégié économiquement et recruté selon les règles qu'en fait il édicte et applique lui-même.

La bureaucratisation du capitalisme trouve sa source dans trois aspects de la lutte de classe et de la tentative du capitalisme de se soumettre et de contrôler l'activité sociale des hommes

Tout d'abord, dans la *production*. La concentration et la « rationalisation » de la production entraîne l'apparition d'un appareil bureaucratique au sein de l'entreprise capitaliste, dont la fonction est la gestion de la production et des rapports de l'entreprise avec le reste de l'économie. En particulier, la direction du processus du travail - définition des tâches, des rythmes et des méthodes, contrôle de la quantité et de la qualité de la production, surveillance, planification du processus de production, gestion des hommes et de leur « intégration » à l'entreprise, autrement dit maniement du bâton et de la carotte - implique l'existence d'un appareil spécifique et important. La résistance des ouvriers à la production capitaliste suscite la nécessité pour le capitalisme d'un contrôle toujours plus poussé du processus du travail et de l'activité du travailleur, et ce contrôle exige à la fois une transformation complète des méthodes de gestion de l'entreprise par rapport à ce qu'elles étaient au XIX^e siècle et la création d'un appareil gestionnaire qui tend à devenir le véritable lieu du pouvoir dans l'entreprise⁹.

Ensuite, dans *l'Etat*. La modification profonde du rôle de l'Etat devenu maintenant instrument de contrôle et même de gestion d'un nombre croissant de secteurs de la vie économique et sociale, va de pair avec un gonflement extraordinaire du personnel et des fonctions de ce qui a toujours été l'appareil bureaucratique par excellence.

Enfin, dans les *organisations politiques et syndicales*. Ici l'évolution du capi-

⁹ Personne ne conteste que le capitaliste privé subsiste en Occident et qu'il continue à jouer un rôle important. Mais le point essentiel - que les tenants des conceptions traditionnelles sont incapables de voir - c'est que même là où il existe, le grand capitaliste ne peut jouer son rôle dans l'affaire que comme le sommet de la pyramide bureaucratique et par l'intermédiaire de celle-ci.

talisme recoupe l'évolution propre du mouvement ouvrier que des facteurs complexes conduisent, à partir d'une certaine étape, à la bureaucratisation¹⁰. Parallèlement, la fonction objective des grandes organisations « ouvrières » devient de maintenir le prolétariat à l'intérieur du système d'exploitation, d'en canaliser la lutte vers l'aménagement et non plus vers la destruction de ce système¹¹. L'encadrement du prolétariat - et, plus généralement, de la population entière -, sa manipulation et la gestion de ses activités revendicatives et politiques impliquent un appareil spécifique, personnifié par la bureaucratie « ouvrière », politique et syndicale. Les mêmes facteurs - et aussi, les nécessités de la lutte contre les organisations « ouvrières » bureaucratisées - induisent la bureaucratisation des formations politiques conservatrices.

A partir d'un certain moment, la bureaucratisation, la gestion des activités par des appareils hiérarchiques, devient la logique même de cette société, sa réponse à tout. Dans l'étape actuelle, la bureaucratisation a depuis longtemps dépassé les sphères de la production, de l'économie, de l'Etat et de la politique. La consommation est indubitablement bureaucratisée, en ce sens que ni son volume ni sa composition ne sont plus laissées aux mécanismes spontanés de l'économie et de la psychologie (le « libre choix » du consommateur n'a bien entendu jamais existé dans une société aliénée), mais forment l'objet d'une activité de manipulation toujours plus poussée d'appareils spécialisés correspondants (services de vente, publicité et recherches de marché, etc.). Les loisirs mêmes se bureaucratisent¹². Un degré croissant de bureaucratisation de la culture se réalise, inévitable dans le contexte actuel, puisque sinon encore la « production » tout au moins la diffusion de cette culture est devenue une immense activité collective et organisée (presse, édition, radio, cinéma, télévision, etc.). La recherche scientifique elle-même se bureaucratise à un rythme terrifiant, qu'elle soit sous le contrôle des grandes entreprises ou de l'Etat¹³.

L'analyse de cette société pose des problèmes neufs à tous les niveaux, qu'il ne peut être question d'aborder ici¹⁴. Mais il faut avant toute autre chose dégager

10 V. l'article « Prolétariat et organisation » dans le N° 27 de S. ou B. [L'Expérience..., vol. 2, pp. 123-187.]

11 Cela vaut même pour les organisations stalinienne, dont l'arrivée au pouvoir ne signifie en dernière analyse qu'un immense aménagement des formes de l'exploitation pour en mieux préserver la substance.

12 V. D. Mothé, « Les ouvriers et la culture », dans le N° 30 de S. ou B.

13 V. par exemple *L'homme de l'organisation*, de W.-F. Whyte.

14 Pour la bureaucratie dans la production, v. « Sur le contenu du socialisme » l.c. Sur la bureaucratie politique, v. « La voie polonaise de la bureaucratisation », dans le N° 21 de S. ou B. [La Société bureaucratique. 2, pp. 339-372 ; rééd. Christian Bourgeois, 1990, pp.

le *sens* de cette évolution du capitalisme, voir en quoi elle affecte le sort des hommes dans la société dans ses racines les plus profondes.

Pendant un siècle, l'immense majorité des marxistes a vu dans le capitalisme le « système du profit » ; elle l'a critiqué essentiellement parce qu'il condamnait les travailleurs à la misère (en tant que consommateurs) et parce qu'il corrompait les relations sociales par l'argent (cette corruption était d'ailleurs vue sous son aspect le plus vulgaire et le plus superficiel). L'idée que le capitalisme est avant tout une entreprise de déshumanisation de l'ouvrier et de destruction du travail en tant qu'activité signifiante (créatrice de significations) - idée pourtant formulée pour la première fois par Marx lui-même, leur aurait paru, s'ils la connaissaient, de la philosophie brumeuse, qu'ils qualifieraient volontiers de spiritualiste.

Une vue tout aussi superficielle du processus de bureaucratisation semble en train de se répandre aujourd'hui. Certains ne voient dans la bureaucratisation que l'apparition d'une couche gestionnaire qui s'ajoute aux patrons privés ou à la limite les remplace, instaure un type de commandement inacceptable dans la production et la vie politique, et par là même intensifie la révolte des exécutants et crée un nouvel et immense gaspillage. Tout cela est évidemment vrai et important. Mais on se condamnerait à ne rien comprendre à la société contemporaine si on s'en tenait là.

La bureaucratisation ne signifie pas seulement l'émergence d'une couche sociale dont le poids et l'importance s'accroissent constamment ; ni simplement que le fonctionnement de l'économie subit, en fonction de la concentration et de l'étatisation, des modifications essentielles. La bureaucratisation entraîne une transformation des valeurs et des significations qui fondent la vie des hommes en société, un remodelage de leurs attitudes et de leurs conduites. Si l'on ne comprend pas cet aspect, le plus profond de tous, on ne peut rien comprendre ni à la *cohésion* de la société actuelle, ni à sa *crise*.

Le capitalisme impose à toute la société sa « raison » : la fin ultime de l'activité et de l'existence humaine est la production maximum et tout doit être subordonné à cette fin arbitraire. La « rationalisation » capitaliste consiste en ce que cette fin doit être réalisée par des méthodes qui à la fois découlent de l'aliénation des hommes, en tant que producteurs - puisque les hommes ne sont vus désormais que comme les moyens de la fin productive et la recréent en l'approfondissant constamment : concrètement, par la séparation de plus en plus poussée de la direction et de l'exécution, par la réduction des travailleurs en simples exécutants, et par la transposition de la fonction de direction à l'*extérieur* du processus de travail. La « rationalisation » capitaliste est donc inséparable de la

bureaucratization ¹⁵, puisqu'elle ne peut avancer que pour autant que se constitue un corps de « rationalisateurs », c'est-à-dire de dirigeants, organisateurs, cadres intermédiaires, contrôleurs, « préparateurs » du travail des autres, etc. Mais cette « rationalisation » imposée de l'extérieur et dans une optique bien définie (qui est celle de l'exploitation) entraîne la *destruction des significations* des activités sociales, de même que l'« organisation » de l'extérieur entraîne la *destruction de la responsabilité et de l'initiative* des hommes.

Il est facile de le voir d'abord sur le plan du *travail*, qui est le plus familier et où ces conséquences du processus de la bureaucratization (ou de la « rationalisation ») ont été aperçues depuis longtemps. Le capitalisme a détruit la signification du travail - ou plus exactement il a détruit le travail en tant qu'activité *signifiante*, en tant qu'activité au cours de laquelle les significations se constituent pour le sujet et à laquelle le sujet est attaché précisément de ce fait. Toute signification a été détruite à l'*intérieur* du travail, puisque dans les tâches devenues parcellaires il n'y a plus d'*objet* du travail à proprement parler (mais simplement des fragments de matière dont le sens est toujours ailleurs) et il n'y a même plus de *sujet* du travail, la personne du travailleur étant décomposée en facultés séparées dont certaines sont extraites arbitrairement de l'ensemble et seules mises en oeuvre intensivement. En même temps, a été détruite toute possibilité pour le travailleur d'attacher une signification quelconque au travail comme tel, - puisque le travailleur n'est pas présent dans le processus de production comme personne, mais simplement comme faculté anonyme et remplaçable de répétition indéfinie d'un geste élémentaire.

La fragmentation du processus du travail, et en particulier de son objet, crée du point de vue de la production elle-même, des problèmes pratiquement insurmontables, qui ont été analysés ailleurs (*Sur le contenu du socialisme, l.c.*). Brièvement parlant, la division croissante du travail et des tâches exige que le sens unifié du processus de production, qui n'existe pas chez les sujets qui l'accomplissent, doit exister ailleurs - sans quoi la production s'effondrerait sous le poids de sa propre différenciation interne. Cet « ailleurs » c'est la direction extérieure de la production, autrement dit la bureaucratie de l'entreprise, dont la fonction est précisément aussi de reconstituer idéalement l'unité de la production. Le sens du travail doit être trouvé chez ceux qui ne « travaillent » pas, dans les

15 C'est Max Weber qui le premier, partant de l'analyse de Marx du capitalisme comme rationalisation, a montré la parenté intime entre rationalisation et bureaucratie et a indiqué que l'avenir du capitalisme se trouvait dans la bureaucratie, système de direction « rationnel » par excellence. La lacune fondamentale de son analyse se trouve en ceci que pour lui cette « rationalisation » est rationalisation sans guillemets, autrement dit qu'il ne peut en dégager les contradictions internes. Cf. les derniers chapitres de son grand ouvrage, *Wirtschaft und Gesellschaft*.

bureaux. Mais la bureaucratie elle-même, s'appliquant ses propres méthodes, en proliférant se subdivise, divise en son sein à la fois le travail et les tâches, de façon qu'il n'est pas plus facile de retrouver le sens unifié des opérations productives dans les bureaux que dans les ateliers. A la limite, la signification des opérations n'est possédée *par personne*.

Si la signification du travail comme tel est ainsi détruite, il reste pour les travailleurs la signification du travail et de la lutte quotidienne contre l'exploitation qui l'accompagne comme *terrain de socialisation positive*, comme cadre dans lequel se constitue la collectivité et la solidarité des travailleurs. Aussi déchirée et déchirante qu'elle soit, l'entreprise reste pour le travailleur le lieu de la communauté avec les autres, communauté de lutte en premier lieu. Cette considération fondamentale nous retiendra longuement par la suite. Mais elle n'entre pas en ligne de compte ici, où ce qui nous importe c'est la logique à la fois consciente et objective de la bureaucratisation, qui non seulement ignore cet aspect de la vie dans l'entreprise, mais le combat par tous les moyens puisqu'il est dirigé contre elle. La bureaucratie essaie constamment de détruire la solidarité et la socialisation positive des ouvriers par mille moyens, dont le principal est la tentative d'introduire une différenciation multipliée à l'infini au sein des travailleurs, en attribuant des « statuts » différents aux divers emplois et en les disposant selon une structure hiérarchique. Que cette tentative soit artificielle, et qu'elle échoue constamment dans les fins qu'elle vise, importe peu dans le présent contexte. Elle définit le *sens* de l'entreprise bureaucratique, qui est la destruction de tout sens du travail. Le travail, dans l'optique capitaliste-bureaucratique, ne doit avoir pour son sujet qu'une seule et unique signification : être la condition du salaire, la source du revenu.

L'organisation bureaucratique entraîne une autre conséquence, tout aussi importante : la *destruction de la responsabilité*. Du point de vue formel, l'organisation bureaucratique signifie la division des responsabilités : les domaines d'autorité ou de contrôle doivent être nettement définis et délimités, et les responsabilités fragmentées en conséquence. Mais la fragmentation de plus en plus poussée de ces domaines - expression du processus de division croissante du travail au sein de la bureaucratie elle-même - conduit à la limite à une destruction totale de la responsabilité. Tout d'abord, l'organisation de l'extérieur du travail et la réduction de l'énorme masse des travailleurs à des tâches d'exécution de plus en plus limitées signifie que toute responsabilité leur est en fait enlevée : l'organisation des activités par un nombre limité et défini de « responsables » (et cela vaut pour toutes les activités, non seulement pour la production) signifie que tout le monde est réduit à une attitude d'irresponsabilité. Tout le monde en dehors des « organisateurs » en première approximation ; mais les « organisateurs » eux-mêmes aussi en fin de compte, puisque la collectivisation des appareils bu-

reaucratiques et la division du travail qui progresse en leur sein crée toujours des bureaucrates de la bureaucratie. Ensuite, de même que la division des tâches, la fragmentation croissante des domaines d'autorité et de responsabilité crée un énorme problème de *synthèse*, que la bureaucratie est incapable de résoudre rationnellement : très exactement, elle ne peut y répondre que d'après ses propres méthodes, en créant une nouvelle catégorie de bureaucrates, spécialistes de la synthèse, dont la fonction est d'opérer la réunification de ce qui a été brisé - mais leur simple existence signifie déjà une nouvelle brisure. Comme la définition des domaines et des responsabilités partielles ne peut jamais être ni exhaustive, ni étanche, les questions : où s'arrête la responsabilité de A et où commence la responsabilité de B, où s'arrêtent les responsabilités des subordonnés et où commence la responsabilité du supérieur, ne sont jamais réglées, à l'intérieur de la bureaucratie, qu'au hasard des intrigues et des luttes entre cliques et clans. Finalement, le ressort le plus profond de l'attitude de responsabilité disparaît, puisque le travail n'est que source de revenu, que la seule chose qui compte donc est simplement de « se couvrir » à l'égard des règles formelles.

Pour les mêmes raisons, tend à disparaître l'*initiative*. Le système, par sa logique et par son fonctionnement réel, la dénie aux exécutants et veut la transférer aux dirigeants. Mais comme tout le monde est graduellement transformé en exécutant d'un niveau ou d'un autre, ce transfert signifie que l'initiative disparaît entre les mains de la bureaucratie au fur et à mesure qu'elle s'y concentre.

Cette situation, que nous avons décrite à partir de la production, se généralise au fur et à mesure que la bureaucratisation gagne les autres sphères de la vie sociale. Disparition de la signification des activités, de la responsabilité et de l'initiative deviennent à un degré croissant les caractéristiques de la société bureaucratisée.

Comment donc cette société peut-elle assurer sa cohésion, qu'est-ce qui en maintient ensemble les différentes parties, et surtout, qu'est-ce qui garantit, en temps normal, la subordination des exploités, leur conduite conforme aux besoins de fonctionnement du système ? En partie, certes, la violence et la contrainte, prêtes toujours à intervenir pour garantir l'ordre social. Mais, pour des raisons évidentes, violence et contrainte ne suffisent pas et n'ont jamais suffi pour assurer le fonctionnement d'une société, sauf peut-être dans les galères. C'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre qu'il faut que tous les gestes des hommes concourent, d'une façon ou d'une autre, à maintenir cette société en mouvement, dans *son* mouvement, qu'il faut qu'ils consomment les produits qu'elle offre, se rendent aux lieux de plaisir qu'elle propose, procréent les enfants dont elle aura besoin demain, les élèvent de façon conforme aux normes sociales, etc. Une société, quelles que soient ses contradictions et ses conflits, ne peut continuer que si elle arrive à inculquer à ses membres des *motivations adéquates*, les induisant à reproduire continuellement des comportements cohérents entre eux et avec la

structure et le fonctionnement du système social. Peu importe que ces motivations soient ou nous apparaissent fausses ou mystifiées, pourvu qu'elles existent et que la société parvienne à les reproduire au sein de chaque génération nouvelle. La non-existence de Dieu, les contradictions internes du dogme catholique ou celles existant entre celui-ci et la pratique sociale de l'Eglise n'ont pas empêché les serfs chrétiens d'Europe occidentale de se comporter pendant des siècles en reconnaissant et en valorisant l'ordre féodal (*même* si, à des moments extrêmes, ils brûlaient le château du seigneur).

Mais des motivations adéquates - autres, encore une fois, que celles résultant de la simple contrainte directe ou indirecte - ne peuvent pas exister s'il ne s'impose à la société *un système de valeurs*, auquel tous ses membres participent à un degré plus ou moins grand. Le résultat de deux siècles de capitalisme, et singulièrement du dernier demi-siècle, a été l'effondrement des systèmes de valeurs traditionnels (religion, famille, etc.) et le lamentable échec des tentatives de leur substituer des valeurs « rationnelles » modernes (il suffit de penser à l'infinie platitude de la morale « laïque et républicaine » en France, dont les combinards radical-socialistes ont été la plus digne incarnation). Cet effondrement a d'ailleurs marché de pair avec cet autre résultat de l'évolution capitaliste, la dislocation des communautés humaines intégrées et organiques, qui seules peuvent être le sol nourricier de valeurs auxquelles les membres de la société participent effectivement (ici encore, l'usine et la communauté ouvrière qui s'y constitue s'opposent radicalement à cette tendance du capitalisme - mais cette constatation, pour capitale qu'elle soit, est en dehors du contexte présent de l'analyse).

Quelle peut donc être la réponse de cette société au problème de la motivation des hommes pour qu'ils fassent ce qu'elle leur demande de faire ? On l'a déjà vu, à propos du problème de la signification du travail : la seule motivation qui peut subsister, c'est le *revenu*. On pourrait dire qu'à celle-ci s'ajoute, dans une structure de plus en plus hiérarchisée et bureaucratisée, la *promotion*. Mais une foule de facteurs font que, malgré la tentative permanente d'attacher à la hiérarchie bureaucratique des différenciations de rang, de statut, etc., ces éléments ne peuvent pas dans le contexte du XX^e siècle acquérir de l'importance, et que finalement la promotion ne vaut que parce qu'elle représente une progression de revenu.

Mais quelle est la signification du revenu ? Dans une société où le capital est de plus en plus impersonnel, le revenu privé ne peut plus, sauf rarissimes exceptions, conduire à une accumulation. Le revenu n'a donc de signification que par la *consommation* qu'il permet. Mais quelle est cette consommation ? Les besoins traditionnels ou (ce qui, pour l'instant, revient au même) les modes traditionnels de les satisfaire sont, par l'élévation continue des revenus, à la limite de la saturation. La consommation ne peut donc garder une apparence de sens que si des nouveaux besoins ou des nouveaux modes de satisfaction des besoins sont cons-

tamment créés - ce qui est en même temps indispensable pour maintenir l'économie dans son mouvement d'expansion. Ici la bureaucratization intervient de nouveau. Le travail a perdu tout sens, sauf en tant que source de revenu. Ce revenu a un sens en tant qu'il permet aux individus de consommer, autrement dit de satisfaire des besoins. Mais cette consommation elle-même perd son sens original. Les besoins ne sont plus - ou de moins en moins - l'expression d'une relation organique de l'individu avec son milieu naturel et social : ils sont l'objet d'une *manipulation* sournoise ou violente et à la limite créés de toutes pièces par les soins d'une fraction spéciale de la bureaucratie, la bureaucratie de la consommation, de la publicité et de la vente. Que vous ayez ou non « vraiment besoin » de tel objet, peu importe, d'ailleurs comme vous le dira n'importe quel sociologue averti ces mots n'ont pas de sens ; il suffit que vous imaginiez qu'il vous est indispensable ou utile, qu'il existe d'abord et que d'autres le possèdent, que c'est « ce qui se fait » ou « qui se porte », etc. Que le « bien-être », le « niveau de vie » et l'« enrichissement » à l'échelle de la société entière deviennent alors des concepts entièrement suspendus en l'air, c'est évident : en quel sens peut-on dire qu'une société qui consacre une part croissante de ses activités pour créer de toutes pièces chez ses membres la conscience d'un manque, pour les épuiser ensuite dans un travail acharné visant à combler ce « manque », est « plus riche » ou « vit mieux » qu'une autre qui ne s'est pas créé cette conscience de manque ? Mais ce qui importe ici encore plus, c'est que même la vie privée ou la consommation, qui semblaient pouvoir demeurer le domaine où les individus façonnent la signification de leur existence, n'échappent pas au processus de « rationalisation » et de bureaucratization : les attitudes spontanées ou culturelles du consommateur sont absolument insuffisantes pour former le support de l'énorme production moderne, le consommateur doit être amené à se comporter de façon conforme aux exigences de la société, à consommer en quantité croissante ce que la production fournit. Ses conduites et ses motivations doivent donc être soumises au calcul et manipulées, et cette manipulation devient désormais partie intégrante du processus d'« organisation de la société ». Cette manipulation est évidemment le résultat de la destruction des significations - mais elle devient immédiatement cause, et achève cette destruction.

On peut voir le même processus sur le plan de la politique. Les organisations politiques actuelles (*quelle que soit* leur orientation), bureaucratizadas et séparées de la population, n'expriment plus une attitude ou une volonté politique d'une couche importante quelconque. Aucune catégorie de la population ne les nourrit de sa substance, aucune n'y *participe* effectivement, pour aucune elles ne sont le véhicule d'une création politique collective (que cette création soit révolutionnaire, réformiste ou conservatrice *peu importe*). Comment peut donc être garantie l'« obédience » de la population à ces organisations ? En partie, certes, elle résulte d'une série d'automatismes incorporés dans la société ; mais pour une part crois-

sante, elle doit être produite par un effort conscient et continu des états-majors bureaucratiques des partis par l'intermédiaire de leurs services spécialisés. Il suffit d'ailleurs de réfléchir à ce fait : il y a vingt-cinq siècles d'histoire politique enregistrée du monde occidental - mais pour l'essentiel la *propagande* est une création du dernier demi-siècle. Par le passé, les gens allaient d'eux-mêmes vers le parti ou l'homme politique dont ils pensaient qu'il les exprimait et personne ne se préoccupait de créer chez eux un intérêt politique. Maintenant, cet intérêt politique est nul, malgré (et à cause de) l'effort désespéré et permanent des organisations visant à le créer. Mais il y a longtemps que la propagande n'est plus que manipulation mystificatrice, le contenu a disparu, ce qui compte c'est l'« image » du parti ou de tel candidat chez les électeurs, on « vend » un Président à la population des Etats-Unis comme on vend une pâte dentifrice. Le processus n'est d'ailleurs évidemment pas à sens unique, et les manipulateurs sont aussi, d'une certaine façon, manipulés par ceux qu'ils manipulent ; mais la roue reste toujours dans la même ornière. Ici encore, le processus est le même : la signification de la politique pour les gens est morte. Mais la société a besoin d'un comportement politique minimum de ses sujets. C'est la manipulation des citoyens par la bureaucratie politique qui doit l'assurer.

Quel est donc le contenu le plus profond de la bureaucratisation, pour ce qui est du destin des hommes dans la société ? C'est l'insertion de chaque individu dans une petite alvéole d'un grand ensemble productif où il est astreint à un travail aliéné et aliénant, c'est la destruction du sens du travail et de toute vie collective, c'est la réduction de la vie à la vie privée hors du travail et hors de toute activité collective, c'est la réduction de cette vie privée à la consommation matérielle, c'est l'aliénation dans le domaine de la consommation elle-même par la manipulation permanente de l'individu en tant que consommateur.

Ce contenu, combiné avec les traits plus familiers du processus de bureaucratisation dans les domaines de la production, de l'économie et de la politique, nous permet de saisir la *tendance idéale du capitalisme bureaucratique*. Nous allons essayer de préciser cette tendance en définissant ce qu'on peut appeler le *modèle* d'une société bureaucratique, car ce n'est que projetée sur ce modèle que l'évolution des sociétés contemporaines devient pleinement compréhensible.

Une société bureaucratique est une société qui a réussi à transformer l'énorme majorité de la population en population salariée, ne laissant en dehors du rapport de salariat (et de la hiérarchie concomitante) que des couches marginales (5 % d'agriculteurs, 1 % d'artistes, d'intellectuels et de prostituées), et où :

- La population est intégrée à des grandes unités de production impersonnelles (dont la propriété peut appartenir à un individu, une société anonyme ou l'Etat) et y est disposée selon une structure hiérarchique pyramidale : cette structure correspond pour la plus petite partie à une différenciation des connaissances (elle-même produit de l'éducation et donc de la différence des revenus - et tendant par

conséquent à se reproduire d'elle-même de génération en génération) et pour la plus grande partie à l'instauration de différenciations techniquement et économiquement arbitraires, mais nécessaires du point de vue des exploités.

- Le travail a perdu toute signification en lui-même, y compris pour la majorité des couches « qualifiées », et n'en garde que comme source et condition du revenu. La division du travail est poussée à l'absurde ; la division des tâches, même si elle a atteint une certaine limite, ne laisse subsister que des tâches parcellaires dénuées de tout sens.

- Le « plein emploi » est réalisé, à peu de choses près, en permanence. Les travailleurs salariés, manuels ou intellectuels, vivent dans une sécurité d'emploi presque complète s'ils « se conforment ». La production, mis à part des fluctuations mineures, avance bon an mal an d'un pourcentage non négligeable.

- Les salaires augmentent, bon an mal an, d'un pourcentage qui ne diffère pas appréciablement de celui de la production. Par conséquent la production en augmentant crée ses propres débouchés pour ce qui est du pouvoir d'achat.

- Les « besoins » au sens économique ou plutôt commercial et publicitaire du terme augmentent régulièrement avec le pouvoir d'achat. La société en crée suffisamment pour soutenir la demande des biens produits, que ce soit par la publicité et la manipulation des consommateurs, ou par l'action de la différenciation sociale, proposant constamment aux catégories de revenu inférieur des modèles de consommation plus dépensière.

- La hiérarchisation des emplois dans les entreprises a atteint un degré suffisant pour entamer à un degré substantiel les solidarités des grands groupes exploités. Le système, autrement dit, est suffisamment « ouvert » ou « flexible » pour créer des chances non nulles de « promotion » (par exemple une probabilité d'un dixième) pour la moitié supérieure de la classe salariée. Par conséquent les relations entre travailleurs dans l'entreprise ne se modèlent plus, dans la majorité des cas, sur l'atelier d'aujourd'hui, mais sur le bureau d'hier (compétition sournoise, intrigues et échine courbée).

- Par conséquent, l'entreprise non seulement est le lieu de travail abhorré mais cesse, dans la majorité des cas, d'être un lieu de socialisation positive.

- L'évolution de l'urbanisme et de l'habitat - différenciation poussée des lieux des activités, dislocation de toute vie communautaire intégrée dans les agglomérations urbaines - tend à annihiler la localité comme cadre de socialisation et support matériel d'une collectivité organique. Ces collectivités pouvaient être autrefois conflictuelles et contradictoires ; maintenant, elles cessent d'exister en tant que collectivités, elles ne sont que la juxtaposition d'individus et de familles vivant chacune sur soi et coexistant sous le mode de l'anonymat.

- Par conséquent, que ce soit à son travail ou à l'endroit qu'il habite, l'individu se trouve affronter un milieu soit hostile, soit inconnu, anonyme et massifié.

- La seule motivation qui subsiste est la course après la carotte d'un « niveau

de vie toujours plus élevé » (à ne pas confondre avec la vraie vie qui, elle, n'a pas de niveau). Cette « élévation du niveau de vie », comportant en elle-même sa propre négation (puisque'il y a toujours un autre niveau de vie, encore plus élevé) fonctionne comme la roue de l'écureuil.

- La vie sociale dans son ensemble garde des apparences « démocratiques », avec des partis politiques, des syndicats, etc ; mais aussi bien ces organisations que l'Etat, la politique et la vie publique en général sont profondément bureaucratisées (sans que cette bureaucratisation soit, bien entendu, le décalque rigoureux de celle de la production).

- Par conséquent, la participation active des individus à la « politique » ou à la vie de ces organisations politiques et syndicales n'a, objectivement parlant, *aucun sens*, personne n'y pouvant rien et ne pouvant lutter contre l'état existant des choses - et est perçue par les individus comme privée de sens. Tout au plus, une petite minorité reste mystifiée à cet égard et opère la liaison entre les organisations et la population, qui, quand à elle, ne s'intéresse à la politique que de façon opportuniste et cynique, à l'occasion des « élections ».

- Non seulement la politique et les organisations correspondantes, mais *toute* organisation et *toute* activité collective a été à la fois bureaucratisée et abandonnée par les hommes, et, comme l'a dit quelqu'un de façon excellente « même chez les boulistes il y a dumonde pour jouer aux boules, mais personne pour élire le bureau, discuter des questions d'entretien, etc. ». La *privatisation* caractérise donc l'attitude des individus de façon générale - étant entendu que privatisation ne signifie pas l'absence de société et que chez l'homme la privatisation ne peut être qu'un mode de la socialité.

- Par conséquent, *l'irresponsabilité sociale* devient un trait essentiel du comportement humain ; irresponsabilité pour la première fois possible à cette échelle, parce que la société ne se trouve plus devant aucun défi, ni interne ni externe, parce que ses capacités de production et ses richesses énormes lui confèrent des marges inimaginables dans toute autre période historique, lui permettant presque toutes les erreurs, presque toutes les irrationalités, presque tout le gaspillage, et parce que sa propre aliénation et inertie l'empêchent de faire surgir d'elle-même de nouvelles tâches et de nouvelles questions - de sorte qu'aucun problème crucial ne se pose à elle qui pourrait mettre à l'épreuve son incapacité fondamentale de parvenir à un choix explicite, serait-il irrationnel, ou même d'imaginer qu'elle aurait à opérer un tel choix.

- L'art et la culture sont effectivement et définitivement devenus des simples objets de consommation et de plaisir, sans lien avec les problèmes humains et sociaux, le formalisme prédominant et le Musée de toute espèce étant la manifestation culturelle suprême.

- La philosophie de la société est la consommation pour la consommation dans la vie privée et l'organisation pour l'organisation dans la vie collective.

*

**

Ce cauchemar climatisé est déjà autour de nous, et cette description peut à peine être considérée comme une extrapolation de la réalité actuelle. Elle exprime le cours objectif que suit à une vitesse croissante la société bureaucratisée ; elle définit le but final des classes dominantes qui est de faire échec à la révolte des exploités en les attelant à la course derrière le « niveau de vie », en disloquant leur solidarité par la hiérarchisation, en bureaucratisant toute entreprise collective. Conscient ou non, c'est là le *projet capitaliste-bureaucratique*, le sens pratique qui unifie la politique des classes dominantes et les processus objectifs qui se déroulent dans leur société.

Mais ce projet échoue, car il n'arrive pas à surmonter la contradiction fondamentale du capitalisme, qu'il multiplie au contraire à l'infini, ni, jusqu'à présent, à supprimer la lutte des hommes et à les transformer en marionnettes manipulées par la bureaucratie de la production, de la consommation et de la politique. C'est vers l'analyse des conditions et de la signification de cet échec que nous voulons nous tourner maintenant.

VI

L'ÉCHEC DU CAPITALISME

Le capitalisme tend à bureaucratiser intégralement la société. Qu'ils le sachent ou non, qu'ils le veuillent explicitement ou non, les capitalistes ne peuvent ni riposter à la lutte des travailleurs contre le système, ni résoudre les innombrables problèmes que leur pose constamment l'évolution du monde moderne, qu'en essayant de soumettre à leur pouvoir et à leur « organisation » des secteurs de plus en plus nombreux de la vie sociale, de pénétrer de plus en plus le travail et la vie des hommes pour la diriger d'après leurs intérêts et leur optique. La mentalité courante ne voit dans le développement du capitalisme que le développement de la production. Mais ce n'est là que le *résultat* de l'extension et de l'approfondissement des *rappports* de production et de vie capitalistes. Le développement du capitalisme, c'est la prolétarianisation croissante de la population ; la réduction de tout travail en travail d'exécution au sein de grands ensembles organisés bureaucratiquement, et la séparation de plus en plus poussée des fonctions d'exécution et de direction ; la manipulation et l'organisation de l'extérieur de tous les aspects de la vie ; la constitution d'appareils de direction séparés, au sein desquels la même division entre direction et exécution est rapidement appliquée.

Ainsi, le capitalisme s'organise et organise la société. Il vise à produire une situation où l'appareil de direction déciderait de tout, où rien ne viendrait inter-

rompre le fonctionnement « normal » prévu par les bureaux et les gouvernements, où tout se déroulerait suivant les plans des organisateurs, où la manipulation indéfinie des hommes les amènerait à se comporter docilement en machines à produire et à consommer. Ainsi, les contradictions et les crises du système seraient finalement surmontées.

Apparemment, le capitalisme a déjà parcouru une bonne partie du chemin menant à la réalisation de cet état de choses. Comme on l'a vu dans la première partie de ce texte, il est parvenu à contrôler suffisamment l'économie pour éliminer les dépressions ou le chômage massif, à manipuler les consommateurs de façon qu'ils absorbent une production constamment croissante, à intégrer les organisations ouvrières dans son système et à en faire des rouages, à transformer la politique en jeu inoffensif.

Ces manifestations de la bureaucratisation de la société, et en particulier le contrôle de l'économie, les apologistes du système et quelques marxistes traditionnels les considèrent comme prouvant que le capitalisme a « dépassé ses contradictions ». Ce qui amène souvent les marxistes traditionnels soit à nier les faits soit à abandonner la perspective révolutionnaire, c'est qu'ils ne voient pas que le capitalisme n'a fait qu'éliminer du milieu social ce qui *n'était pas* capitaliste, que les « contradictions » auxquelles ils sont habitués à penser ne sont précisément pas les contradictions du capitalisme, mais les incohérences d'une société que le capitalisme n'avait pas encore suffisamment transformée et assimilée. Ils ne comprennent pas par exemple que les dépressions économiques étaient conditionnées par le morcellement de la production en une multitude d'unités gérées indépendamment - morcellement qui n'a rien d'essentiellement capitaliste mais est, au contraire, tout aussi absurde du point de vue du système que le serait la gestion indépendante des divers ateliers d'une usine. La logique du capitalisme est de traiter l'ensemble de la société comme une immense entreprise intégrée ; les problèmes qu'il rencontre aussi longtemps que cette intégration n'est pas réalisée, loin de révéler son essence, ne font que la masquer.

Mais si on se débarrasse de cette optique superficielle, on voit immédiatement que la contradiction du capitalisme ne peut pas être supprimée à moins que le système ne soit aboli. Car cette contradiction, comme on l'a vu dans le chapitre III de ce texte [*La contradiction fondamentale du capitalisme*, Brochure n°10, p. 41], est posée par sa structure même ; elle est inhérente au rapport fondamental qui constitue l'organisation capitaliste de la production et du travail. Celle-ci tend constamment à réduire la quasi-totalité des travailleurs en exécutants purs et simples, mais s'effondrerait aussitôt si cette réduction se réalisait intégralement : elle est donc obligée simultanément de solliciter la participation des exécutants au processus de production *et* de leur interdire toute initiative. Dans une société en bouleversement continu, cette contradiction devient le problème quotidien de la

production ; et la lutte de classe des travailleurs devient immédiatement une contestation permanente des fondements du système.

Or, le développement du capitalisme n'est que l'extension des rapports capitalistes à toute la société ; en bureaucratisant toutes les activités pour « résoudre » les contradictions héritées des phases historiques antérieures, le capitalisme ne fait que propager partout sa contradiction fondamentale. Et ses tentatives de la résoudre n'aboutissent qu'à des échecs.

Pour s'en convaincre, il faut d'abord considérer la situation dans la production. Depuis un siècle, le taylorisme, la psychologie puis la sociologie industrielles ont essayé de réaliser cette quadrature du cercle : faire que les ouvriers exploités et aliénés travaillent comme s'ils ne l'étaient pas, que ceux à qui l'initiative est interdite en prennent d'extraordinaires lorsque c'est « nécessaire », c'est-à-dire tout le temps, que ceux qu'on exclut constamment de tout participent à quelque chose. La solution de ce problème n'a pas avancé d'un millimètre depuis un siècle ¹⁶. Les vaines tentatives des sociologues industriels visant à « réformer les relations humaines dans l'industrie » ne servent finalement qu'à la décoration, au même titre que les jardinets bien entretenus dont s'entourent les usines modernes.

Certes, lorsque la logique du système poussée à ses conséquences ultimes aboutit à des impasses absolues, des corrections sont apportées. Mais ce ne sont que des oscillations autour d'un point de déséquilibre central. Ainsi, un mouvement se dessine actuellement contre la division toujours plus poussée des tâches, parce qu'on s'est aperçu qu'au-delà d'un certain point cette division diminue le rendement global de l'entreprise plutôt qu'elle ne l'augmente ¹⁷. Ou bien, des entreprises modernes en Angleterre et aux Etats-Unis abandonnent le « salaire au

16 Ce fait fondamental est reconnu par les dirigeants capitalistes qui ne se payent pas de mots. Voici par exemple comment le Financial Times (7 novembre 1960) résume un livre récemment publié par M. Wilfred Brown, président pendant vingt ans de la Glacier Metal Company ; *Exploration in Management* (Heinemann, Londres, 1960) : « Fondamentalement, M. Brown a été préoccupé par la divergence entre l'organisation formelle de sa compagnie (du président jusqu'à l'atelier) et la forme réelle que prend dans les faits l'élaboration de la politique et des décisions... En un sens, son problème est ce qu'on pourrait désigner, en langage courant, par l'action des gens " par-dessus la tête " ou " derrière le dos " des autres. C'est un signe de la pénétration de l'analyse de M. Brown qu'il est parvenu à voir clairement et à reconnaître - mais sans pouvoir y remédier - ce qu'il appelle " la scission existant au bas de la chaîne de commandement ". On a ici la reconnaissance franche par un businessman, au bout d'une recherche indépendante, du concept marxiste classique de l'aliénation de l'ouvrier. Que cela reste toujours le plus grand problème que l'industrie britannique (et même la société britannique) ait à résoudre, c'est amplement montré par la préoccupation croissante avec le nombre des grèves officieuses... »

17 V. par exemple G. Friedmann, *Le travail en miettes*. [rééd. Gallimard, 1968]

rendement », pour éliminer les conflits que fait perpétuellement surgir la définition des normes, le contrôle, etc., et reviennent à la rémunération au temps. Ces corrections ne corrigent finalement rien d'essentiel. Il est impossible dans le contexte actuel d'élargir les tâches au point que le travail de l'ouvrier récupère au semblant de signification ; et la restitution de tâches plus intégrées aux ouvriers, en augmentant leur degré relatif d'autonomie dans le travail accroît leurs moyens de lutte contre la direction, donc nourrit à nouveau le conflit fondamental. Le retour aux rémunérations au temps, d'autre part, fait que le problème du rendement se trouve à nouveau posé dans son intégralité, à moins que la firme ne se contente du rendement déterminé par les ouvriers eux-mêmes.

Aussi bien la solution choisie par le capitalisme n'est pas l'aménagement de ses rapports avec les ouvriers, mais leur suppression radicale par la suppression de l'ouvrier, autrement dit par l'automatisation de la production. Comme l'a dit profondément un patron américain, « la source du mal dans l'industrie, c'est qu'elle est pleine d'hommes »¹⁸. Mais cette suppression ne peut jamais être totale : les ensembles automatisés ne peuvent pas fonctionner sans être entourés d'un réseau d'activités humaines (approvisionnement, surveillance, entretien et réparation) ; ils impliquent donc le maintien d'une force de travail, et des contradictions qui en découlent même si celles-ci prennent une nouvelle forme. Et de toute façon pendant très longtemps encore, l'automatisation de par sa nature même ne concernera qu'une petite minorité de la force de travail : les ouvriers effectivement ou virtuellement éliminés des secteurs automatisés doivent trouver quelque part un emploi - et ce ne peut être que dans les secteurs non-automatisés. Les secteurs automatisés n'employant guère de main-d'œuvre, la grande majorité de celle-ci continuera longtemps encore à être occupée dans les autres secteurs. L'automatisation ne résoud donc pas le problème du capitalisme dans la production.

Ainsi les victoires du capitalisme sur les ouvriers dans la production se transforment, après un temps, en échecs¹⁹. La même dialectique apparaît à l'œuvre lorsqu'on considère la gestion de la société. Chaque « solution » que le capitalisme invente à ses problèmes en crée aussitôt de nouveaux ; chacune de ses « victoires » comporte son revers. Soit par exemple le problème des dépressions et du chômage. Le capitalisme d'après guerre est parvenu à contrôler le niveau de l'activité économique de façon à éliminer les dépressions économiques et de maintenir un plein emploi relatif de la force de travail. Mais cette situation fait naître une foule de nouveaux problèmes, qu'on voit très clairement dans le cas de l'Angleterre. Dans ce pays, le taux de chômage depuis la guerre n'a jamais dé-

18 New York Herold Tribune, 5 juin 1961. Il s'agit d'un dirigeant de la International Harvester.

19 Cf. « Sur le contenu du socialisme », l.c.

passé 2,5 % tandis que les « offres d'emploi non satisfaites » sont fréquemment supérieurs au nombre de chômeurs. Il en résulte, d'un côté, une poussée des salaires jugée évidemment « excessive » par les capitalistes ; elle se matérialise dans les augmentations générales accordées par les négociations entre patrons et syndicats, mais surtout dans la « dérive des salaires », c'est-à-dire l'augmentation continue des rémunérations effectives au-delà des rémunérations contractuelles. D'un autre côté, et le plus intolérable pour les capitalistes, la lutte des ouvriers contre les conditions de production et de vie dans l'entreprise a pris une intensité et une ampleur extraordinaires ; nous y reviendrons longuement. Pris à la gorge par la contestation de son pouvoir dans l'usine et par la hausse des salaires et des coûts qui entrave ses exportations sans lesquelles il ne pourrait vivre, le capitalisme anglais discute ouvertement depuis dix ans, dans les colonnes de ses journaux, le besoin d'injecter dans l'économie une bonne dose de chômage pour « discipliner » les ouvriers. C'est ainsi que le gouvernement conservateur a organisé intentionnellement des récessions économiques à plusieurs reprises : en 1955 (la stagnation de la production qui en a résulté a duré jusqu'en 1958), au début de 1960 (la production a stagné pendant un an) et encore en juillet 1961. Le problème n'a pas été résolu pour autant. D'abord, la dose de chômage n'était pas suffisante, et une dose plus grande risquait de provoquer une vraie dépression, ou bien une explosion de la lutte des classes. Ensuite ces récessions et plus généralement l'attitude « anti-inflationniste » du gouvernement ont induit une stagnation chronique de la production et de la productivité qui a contribué plus que tout le reste à miner la position concurrentielle des produits anglais sur les marchés internationaux. Enfin et surtout, étant donné la combativité du prolétariat anglais, ni la pression sur les salaires, ni les conflits à propos des conditions de production n'ont diminué ; les récessions ont seulement ajouté à celles qui existaient déjà une nouvelle cause de conflits, les licenciements : on voit fréquemment l'ensemble d'une usine se mettre en grève parce que 50 ou 100 ouvriers ont reçu des lettres de licenciement, signe que les ouvriers se posent dans les faits le problème du contrôle du niveau de l'emploi par l'entreprise. Bref, la politique Macmillan depuis six ans est une politique de Gribouille, aggravant les problèmes au lieu de les résoudre, et s'en créant de nouveaux. On peut dire autant de la politique Eisenhower aux Etats-Unis, qui, pour lutter contre la pression ouvrière²⁰ a restreint à plusieurs reprises l'expansion de la demande globale et provoqué ainsi une stagnation de la production américaine pendant sept ans, équivalent à la perte potentielle de quelque 200 à 300 milliards de dollars, et pour finir a créé de toutes pièces une crise internationale du dollar²¹.

20 L'obsession des luttes ouvrière qui s'est emparée des patrons moderne, c'est ce que Mendès France appelle élégamment « la hantise de l'inflation » (L'Express, 23 septembre)

21 Ce ne sont pas là des maladies anglo-saxonnes. En Allemagne, l'afflux de main-

Il n'est guère possible de donner ici plus que quelques exemples de cette dialectique qui transforme la « solution » d'un problème par le capitalisme bureaucratique en source de nouvelles difficultés. En acceptant les augmentations de salaire, le capitalisme résout le problème des débouchés nécessaires à une expansion continue de la production ; il essaie simultanément d'acheter la docilité des ouvriers dans la production, et de les rejeter vers la vie privée. Mais l'élévation du niveau de vie n'a en rien diminué la tension revendicative sur le plan économique, plutôt plus forte aujourd'hui qu'autrefois : puis, lorsque la misère s'éloigne et l'emploi paraît assuré, le problème du sort de l'homme dans le travail prend aux yeux des ouvriers l'importance centrale qui est la sienne, ce qui intensifie la révolte contre le régime de l'usine capitaliste ; enfin à plus long terme l'« élévation du niveau de vie » se réfute elle-même, l'absurdité de cette vie, de cette course sans fin après diverses espèces de carottes mécaniques, tend à apparaître. - La domestication des syndicats permet au capitalisme de les utiliser dans ses intérêts. Mais elle provoque un détachement croissant des ouvriers à l'égard du syndicat, que les capitalistes sont finalement obligés de déplorer²² ; en intégrant la bureaucratie ouvrière à leur système ils lui ont fait perdre de plus en plus son emprise sur les ouvrier, l'arme s'éémousse au fur et à mesure qu'ils s'en servent. - En bureaucratissant les partis et la politique, on parvient à éloigner la population de toute activité publique, et à soustraire les chefs à son contrôle. Mais une société, qu'elle soit « démocratique » ou ouvertement totalitaire, ne peut pas fonctionner longtemps au milieu de l'indifférence générale des citoyens, et l'irresponsabilité totale des grands chefs peut coûter très cher (comme l'a montré, pour n'en citer qu'un exemple, Suez, et comme le montrent encore trois ans de gaullisme en France).

Pourquoi donc en est-il nécessairement ainsi ? Pourquoi toute solution donnée par la classe dominante aux problèmes de la société reste partielle et débouche toujours sur de nouveaux conflits ? C'est que la gestion d'ensemble de la société moderne échappe au pouvoir, aux possibilités et aux capacités de toute couche

d'œuvre réfugiée et la docilité des travailleurs ont permis au capitalisme de progresser à un rythme très rapide. Mais cette période touche à sa fin : depuis deux ans, le plein emploi continu mine la discipline dans la production (v. dans le N° 30 de S. ou B., p. 94, « Fin du miracle allemand ») et crée des hausses de salaire beaucoup plus fortes que l'augmentation de la productivité (+ 12 % pour les premiers, + 6 % pour la seconde entre les premiers semestres 1960 et 1961). Comme par hasard, au moment où le capitalisme allemand doit commencer à faire face à la contradiction entre l'expansion continue et le maintien de la « discipline au travail », le miracle politique allemand et la dictature Adenauer touchent également à leur fin.

22 V. par exemple les extraits du Financial Times et de l'Economist dans les numéros 29 (p. 108) et 30 (p. 94) de S. ou B.

particulière. C'est qu'elle ne peut pas se faire de façon cohérente si l'énorme majorité des hommes est réduite au rôle d'exécutants, si leurs capacités d'organisation, d'initiative, de création sont systématiquement réprimées par cette même société qu'ils sont par ailleurs appelés à faire fonctionner.

Le capitalisme bureaucratique essaie de réaliser à l'échelle de la société ce qui est déjà irréalisable à l'échelle de l'atelier : traiter l'ensemble des activités de millions d'individus comme une masse d'objets à manipuler. Mais pour autant que les ouvriers d'un atelier exécuteraient strictement et rigoureusement les ordres qui leur sont donnés, la production menacerait de s'arrêter ; pour autant que les citoyens se laissent intégralement manipuler par la propagande ou se comportent avec la docilité totale que leur demande le pouvoir, tout contrôle et tout contre-poids disparaît, le champ est libre à la folie de la bureaucratie et le produit nécessaire c'est Hitler, Staline ou la Pologne bureaucratique s'effondrant d'elle-même en 1956 parce que lorsque tout le monde marche aux ordres plus rien ne marche, pas même les tramways. Ce qui était à la rigueur possible théoriquement dans une société stagnante, esclavagiste ou féodale : la conformité complète du comportement des exploités à des normes établies « de tout temps », uniques, incontestables et immuables, est impossible dans une société en perpétuel bouleversement, qui impose aux maîtres aussi bien qu'aux assujettis de se modifier continuellement, de s'adapter à des situations chaque fois nouvelles et imprévisibles, qui rend caduques chaque jour les normes, les règles, les conduites, les manières de faire, les techniques et les valeurs de la veille. C'est cette société, prise dans un mouvement d'accélération croissante, qui ne pourrait vivre un instant si même les plus humbles de ses membres n'apportaient leur contribution à cette rénovation perpétuelle - en assimilant et en rendant humainement praticables de nouvelles techniques, en se prêtant à d'autres modes d'organisation et en inventant, en modifiant leur consommation et leur manière de vivre, en transformant leurs idées et leur vue du monde ; c'est cette société qui, par sa structure de classe, interdit aux hommes de réaliser cette adaptation et cette création et veut monopoliser ces fonctions au profit d'une minorité qui devrait prévoir pour le compte de tout le monde, définir, décider, dicter et finalement vivre pour le compte de tout le monde.

Il ne s'agit pas ici de philosophie, et nous ne disons pas que le capitalisme bureaucratique est contraire à la nature humaine. Il n'y a pas de nature humaine ; et quelqu'un pourrait déjà dire que, précisément pour cette raison, l'homme ne peut pas devenir un objet et que, par conséquent, le projet capitaliste bureaucratique est utopique. Mais même ce raisonnement reste philosophique, donc abstrait. C'est précisément parce que l'homme n'est pas objet, et qu'il présente une plasticité presque infinie dans la pratique, qu'il pourrait être transformé en quasi-objet pour de longues périodes, et l'a été effectivement dans l'histoire. Dans *l'ergastulum* romain, dans la mine exploitée par des esclaves enchaînés, dans la

galère ou le camp de concentration, les hommes ont été des quasi-objets non certes pour le philosophe ou le moraliste, mais pour leurs maîtres. Pour le philosophe le regard de l'esclave et sa parole témoignent toujours de son humanité indestructible. Mais pour la pratique du maître ces considérations n'ont aucun intérêt : l'esclave est soumis à sa volonté jusqu'à la limite tracée par les lois de sa nature qui font qu'il peut s'évader, casser comme un outil ou s'effondrer comme une bête de somme. Notre point de vue est sociologique et historique : c'est *cette* société du capitalisme moderne, prise dans un mouvement d'auto-transformation accéléré et irréversible qui ne peut pas, même pour quelques années, transformer ses sujets en quasi-objets, sous peine de s'effondrer aussitôt. Le cancer qui la ronge, c'est qu'elle doit en même temps constamment essayer de réaliser cette transformation.

Il est essentiel d'ajouter que le capitalisme n'échoue pas seulement dans sa tentative de « rationaliser » d'après son optique et ses intérêts, l'ensemble de la société ; il est tout autant incapable de « rationaliser » les rapports à l'intérieur de la classe dominante. La bureaucratie veut se présenter comme la rationalité incarnée, mais cette rationalité n'est qu'un phantasme. Nous ne reviendrons pas ici sur cette question, qui a déjà été discutée ²³. Rappelons simplement que la bureaucratie s'adjuge une tâche impossible en soi, c'est-à-dire d'organiser la vie et l'activité des hommes du dehors et à l'encontre de leurs intérêts ; que par là, non seulement elle se prive de leurs concours - qu'elle est en même temps obligée de solliciter - mais qu'elle suscite leur opposition active ; que cette opposition se manifeste aussi bien comme refus de coopérer dans la pratique, que comme refus d'informer la bureaucratie sur ce qui se passe ; que par conséquent la bureaucratie en est réduite à « planifier » une réalité qu'elle ignore matériellement et que, même si elle la connaissait, elle ne peut juger adéquatement parce que son optique, ses méthodes, ses catégories mêmes de pensée sont étroitement limitées et finalement faussées par sa situation de couche exploiteuse et séparée de la société ; qu'elle ne peut « planifier » qu'au passé, ne voyant l'avenir que comme la répétition de ce qui a été à une échelle agrandie et ne pouvant le « dominer » qu'en essayant de le soumettre à ce qu'elle sait déjà. L'ensemble de ces contradictions est reporté et reproduit à l'intérieur de l'appareil bureaucratique lui-même ; l'extension de la bureaucratie fait qu'elle doit organiser son « travail » en s'appliquant ses propres méthodes, et donc en créant à l'intérieur de l'appareil

23 V. « Sur le contenu du socialisme », l.c. ; « La révolution prolétarienne contre la bureaucratie », S. ou B. N° 20, pp. 139-153 [maintenant dans la Société bureaucratique, Vol. 2, pp. 278-301 ; rééd. 1990, pp. 371 - 406] ; Claude Lefort, « Le totalitarisme sans Staline », S. ou B. N° 19, pp. 46-68 [maintenant dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Droz, Genève-Paris 1971, pp. 166-186 [réédité en 2008 chez Gallimard]] ; et, plus haut, le Chapitre V de ce texte.

bureaucratique une division entre dirigeants et exécutants qui fait ressurgir au sein de cet appareil la contradiction qui caractérise les rapports de l'appareil avec la société ; loin donc de pouvoir s'unifier, la bureaucratie est profondément divisée en son intérieur ; cette division s'aggrave du fait que l'appareil bureaucratique est nécessairement hiérarchisé, que le sort des individus dépend de leur promotion et que, dans une société dynamique il n'y a et il ne peut y avoir aucune base « rationnelle » pouvant régler le problème de la promotion des individus et de leur place dans l'appareil hiérarchique ; que la lutte de tous contre tous à l'intérieur de l'appareil aboutit à la formation de cliques et de clans dont l'activité altère essentiellement le fonctionnement de l'appareil et détruit ses dernières prétentions à la rationalité ; que l'information à l'intérieur de l'appareil est *nécessairement* cachée ou falsifiée ; que l'appareil ne peut fonctionner qu'en se donnant des règles fixes et rigides, périodiquement distancées par la réalité et dont la révision signifie une fois sur deux une crise.

Les facteurs qui déterminent l'échec du capitalisme bureaucratique dans sa tentative d'organiser totalement la société dans ses intérêts ne sont donc ni accidentels, ni transitoires. Donnés avec l'existante même du système capitaliste, ils en expriment les structures les plus profondes : le caractère contradictoire du rapport capitaliste fondamental ; sa contestation permanente par la lutte de classe ; la reproduction de ces conflits à l'intérieur même de l'appareil bureaucratique et l'extériorité de celui-ci par rapport à la réalité qu'il doit gérer. C'est pourquoi ils ne peuvent être éliminés par aucune « réforme » du système ; les réformes ne laissent pas seulement intacte la structure contradictoire de la société, elles en aggravent l'expression car toute réforme implique une bureaucratie qui la gère. Le réformisme n'est pas utopique, comme l'ont cru autrefois les marxistes, parce que des lois économiques empêcheraient qu'on altère la distribution du produit social (ce qui est faux) ; il est utopique parce qu'il est toujours et par définition bureaucratique. Les modifications limitées qu'il veut introduire non seulement ne touchent jamais au rapport capitaliste fondamental, mais doivent être administrées par des groupes à part et des institutions *ad hoc*, qui automatiquement se séparent des masses et s'opposent à elles. C'est le capitalisme moderne lui-même qui est réformiste ; tout réformisme « ouvrier » ne peut être que le collaborateur du capitalisme dans la réalisation de ses tendances les plus profondes.

Mais est-ce que, bien qu'incapable de surmonter sa contradiction fondamentale, le capitalisme parvient à « organiser » extérieurement la société pour qu'elle évolue sans à-coups, sans heurts et sans crises ? Est-ce que le contrôle bureaucratique et le totalitarisme parviennent à assurer un fonctionnement *cohérent* de la société du point de vue des exploités ? Il suffit de regarder la réalité autour de soi pour voir qu'il n'en est rien. Infiniment plus consciente et plus riche en moyens qu'il y a un siècle, la politique capitaliste échoue toujours autant face à la réalité sociale moderne. Cet échec se traduit, d'une façon permanente, par

l'énorme gaspillage qui caractérise les sociétés contemporaines du point de vue même des classes dominantes par le fait que leurs plans ne se réalisent jamais, pour ainsi dire, qu'à moitié, par leur incapacité de dominer effectivement le cours de la vie sociale. Mais il se traduit aussi, périodiquement, par les *crises* de la société établie, que le capitalisme n'est pas parvenu et ne veut pas parvenir à éliminer. Par crises nous n'entendons pas, ou pas seulement, les crises économiques, mais ces phases de la vie sociale où un événement quelconque (économique, politique, social, international) provoque un déséquilibre aigu dans le fonctionnement courant de la société et met les institutions et les mécanismes existants dans l'incapacité temporaire de rétablir l'équilibre. Des crises en ce sens, quelle qu'en soit l'origine, sont inhérentes à la nature même du système capitaliste, elles expriment son irrationalité et son incohérence fondamentales. C'est une chose de constater, par exemple, que le capitalisme peut désormais contenir les fluctuations de l'économie dans des limites étroites, que donc ces fluctuations perdent beaucoup de l'importance qu'elles avaient autrefois. C'en est une autre, à une distance infinie de la première, que de croire que le capitalisme est devenu capable d'assurer un développement social cohérent à son propre point de vue, sans heurts et sans éclatements. Les dimensions et la complexité de la vie sociale actuelle, mais surtout ses transformations permanentes font qu'un fonctionnement cohérent de la société ne peut être assuré ni par des « lois naturelles », ni par des réactions spontanées des hommes. Ce fonctionnement cohérent - qui ne faisait pas problème au cours des étapes précédentes de l'histoire - devient une tâche qui doit être assurée par des institutions et des activités *ad hoc*. Le bouleversement continu de la technique et des rapports économiques et sociaux, la mise en rapport de secteurs d'activité jusqu'alors éloignés, l'interdépendance croissante des peuples, des industries, des événements font que des problèmes nouveaux se présentent constamment, ou que les solutions appliquées auparavant ne valent plus. La classe dirigeante est alors objectivement mise en demeure d'organiser une réponse sociale cohérente à ces problèmes. Or, pour des raisons qui ont déjà été données, et qui tiennent à la fois à la structure de classe de la société et à sa propre aliénation comme classe exploiteuse, il n'y a aucune garantie qu'elle sera en mesure de le faire : elle en est incapable, pour ainsi dire, une fois sur deux. Chaque fois qu'il en est ainsi, une crise au sens précis du terme éclate - économique, politique internationale ou autre. Chaque crise particulière peut donc apparaître comme un « accident » ; mais, dans un tel système, l'existence d'accidents et leur répétition périodique (quoique non « régulière ») sont absolument nécessaires. Qu'il s'agisse d'une récession plus prolongée que d'habitude, ou de la guerre d'Algérie ; que les Noirs ne supportent plus la discrimination raciale à laquelle le capitalisme américain est incapable de mettre fin ; que les charbonnages belges cessent d'être rentables du jour au lendemain et qu'en conséquence on décide de « supprimer » purement et simplement de la carte économique le Borinage et ses

centaines de milliers d'habitants - ou que le gouvernement belge, pour rationaliser ses finances, crée de ses propres mains une grève générale d'un million de travailleurs pendant un mois ; qu'en Allemagne de l'Est, en Pologne ou en Hongrie, au moment où la tension entre les classes se trouve déjà à son maximum et où les lézardes de l'édifice du pouvoir sont visibles pour tous, la bureaucratie ne sache faire rien de mieux que de mettre le feu aux poudres par des actes de provocation - contre ces « accidents » non seulement le système capitaliste n'est pas préservé, il tend à les produire inéluctablement, sous une forme ou sous une autre. A ces moments, l'irrationalité profonde du système explose, la cohésion du tissu social se rompt, et le problème de l'organisation globale de la société est objectivement posé. S'il est en même temps posé explicitement dans la conscience des masses travailleuses, leur intervention consciente peut transformer cet « accident » en révolution sociale. Au demeurant, ce n'est jamais que de cette façon que les révolutions se sont produites dans l'histoire, du capitalisme aussi bien que des régimes précédents, et non point au moment où une imaginaire « dynamique des contradictions objectives » atteignait son paroxysme

VII

L'ÉTAPE ACTUELLE DE LA LUTTE DE CLASSE ET LA MATURATION DES CONDITIONS DU SOCIALISME

Le capitalisme, privé ou bureaucratique, continuera donc inéluctablement à produire des crises, même s'il ne s'agit plus de dépressions économiques et si personne ne peut en fixer la périodicité. Il n'est que de considérer la jungle marécageuse où se débattent les dirigeants de cette société, qu'ils s'appellent de Gaulle, Kennedy, Khrouchtchev ou Macmillan, leur impuissance et l'imbécillité à laquelle ils sont condamnés dès qu'un problème massif se présente ; il n'est que de se rappeler les crises, les bouleversements, les tensions, les effondrements dont sont remplies les quinze dernières années autant et plus que toute autre période historique, pour se convaincre que l'édifice de la société d'exploitation reste aussi fragile, aussi branlant que jamais.

Mais cette constatation à elle seule ne suffit pas à fonder une perspective révolutionnaire. Depuis quatre ans en France, on a pu dire à plusieurs occasions que le pouvoir était dans la rue. Mais dans la rue, il n'y avait personne pour le prendre si ce n'était des automobilistes préoccupés de sortir des embouteillages. En 1945, le capitalisme allemand subissait un effondrement absolu. Quelques années plus tard, il était devenu le plus « florissant » des capitalismes occidentaux. Une crise de la société est, par son essence même, une brève période de transition. Si, pendant la phase de dislocation de l'organisation établie les masses n'interviennent pas, si elles ne trouvent pas en elles-mêmes la force et la con-

science nécessaires pour instituer une nouvelle organisation sociale, les anciennes couches dominantes (ou d'autres formations) se ressaisiront et imposeront leur orientation. La société ne peut pas supporter le vide, pour que la vie puisse continuer un « ordre » quelconque doit s'instaurer. En l'absence d'une action des masses ouvrant une issue révolutionnaire, la vie reprendra sur le vieux modèle plus ou moins amendé selon les circonstances et les besoins de la domination des exploités. L'évolution de la Pologne après 1956 en offre une autre illustration ²⁴.

C'est ce que Lénine exprimait en disant : une révolution a lieu lorsqu'en haut *on ne peut plus*, et en bas *on ne veut plus*. Mais l'expérience des révolutions et des mouvements vaincus depuis quarante ans montre que, s'agissant d'une révolution socialiste, ces conditions ne sont pas suffisantes. Il faut ajouter : lorsqu'en bas on ne veut plus *et que l'on sait aussi*, plus ou moins, *ce que l'on veut*. Comme l'ont montré de nombreux exemples et, tout récemment encore, les grèves belges, il ne suffit pas que le système d'exploitation se trouve en crise, ni que la population s'en mêle ; il faut une intervention *consciente* des masses, leur capacité de définir des objectifs socialistes et de s'orienter pour les réaliser dans une situation infiniment complexe. En parlant de conscience dans ce contexte nous n'entendons pas une conscience théorique, un système d'idées claires et précises existant préalablement à la pratique. La conscience des masses travailleuses se développe dans et par l'action ; et une révolution est précisément une phase de mutation nucléaire de l'histoire. Mais cette conscience éminemment *pratique* des masses révolutionnaires ne surgit pas à partir du néant ; d'une certaine façon, ses prémisses doivent avoir été posées pendant la période précédente. Le problème auquel nous avons à répondre est : les conditions d'une conscience socialiste chez le prolétariat continuent-elles à être données sous le capitalisme moderne ^(a)?

Pour répondre à cette question, il n'y a qu'un moyen : examiner le comportement et les actions des travailleurs dans les pays de capitalisme modernes, analyser l'étape actuelle de la lutte de classe. Ce qu'une telle analyse fait apparaître immédiatement, c'est le contraste extrême qui oppose le comportement du prolétariat *dans la production* et son attitude *hors de la production*, face à la politique et à la société en général.

Soit un pays comme l'Angleterre. Comme on l'a déjà dit plus haut, le « plein emploi » y est réalisé depuis la guerre ; les salaires réels ouvriers augmentent en

24 V., dans le N° 21 de S. ou B. Claude Lefort, « Retour de Pologne », pp. 15-58 [maintenant dans *Eléments...*, op. cit., pp. 221-259] et mon texte « La voie polonaise de la bureaucratisation », ib. pp. 59-76 [maintenant dans la *Société bureaucratique*, Vol. 2, pp. 339-372 ; rééd. pp. 407-423].

(a) J'ai repris la discussion des problèmes auxquels est consacrée la suite de ce chapitre dans « La question de l'histoire du mouvement ouvrier », *Expérience du mouvement ouvrier*, Vol. 1, en particulier pp. 66-114.

moyenne de 2 - 2,5 % par an ; la sécurité sociale est beaucoup plus complète qu'en France ; plus de quatre millions de logements ont été construits depuis 15 ans. Cependant, pour le désespoir des capitalistes anglais et pour le plus grand étonnement des sociologues et psychologues industriels, les luttes ouvrières n'ont rien perdu de leur intensité et de leur profondeur, au contraire. Nous publierons prochainement une étude particulière sur ce sujet ; pour l'instant, nous résumons les caractéristiques les plus importantes de ces luttes et du comportement du prolétariat anglais :

Organisation des luttes et des ouvriers : Il y a les grèves « officielles » c'est-à-dire déclenchées par décision ou après accord de la direction syndicale ; même pour ces grèves, l'initiative appartient dans la grande majorité des cas aux ouvriers et à leurs délégués d'atelier, qui décident de la grève et obtiennent la ratification du syndicat ; les grèves vraiment décidées par la direction syndicale ne concernent que les grandes batailles rangées de toute une corporation, au demeurant assez rares. Mais de plus en plus souvent on observe des grèves « inofficielles », qui n'ont pas reçu l'approbation de la direction syndicale ou sont faites *contre* son opposition formelle. Elles ne sont pas pour cela inorganisées, tout au contraire. Un grand rôle dans leur organisation, comme d'ailleurs dans toute la vie ouvrière dans l'entreprise, est joué par les délégués d'atelier, les *shop stewards*, qui ne sont nullement comme en France ou ailleurs, des instruments de la bureaucratie syndicale ou ses otages, mais des représentants authentiques des ouvriers, élus et révocables. Membres du syndicat, comme tout le monde en Angleterre, les *shop stewards* n'en acceptent pas pour autant les directives, et très souvent ils s'y opposent, sans que jamais le syndicat ose les sanctionner ; il n'y a pas d'exemple qu'un syndicat ait refusé d'accorder à un *shop steward* élu par les ouvriers les « lettres de créance » (*credentials*) qui garantissent son statut à l'égard du patron. Les *shop-stewards* sont organisés de façon autonome à l'égard du syndicat (et pour cause, car en Angleterre il n'y a que des syndicats de corps de métier, et pas de syndicats d'industrie et les travailleurs d'une usine peuvent facilement appartenir à trente syndicats différents ; cette particularité a sans doute favorisé l'indépendance des *shop-stewards* à l'égard des syndicats) ; il y a une réunion régulière des *shop-stewards* de chaque usine (généralement hebdomadaire), dont le comité a des activités et des ressources propres (provenant de contributions des ouvriers, de loteries, etc.) ; il y a également des comités de *shop-stewards* de toutes les entreprises d'un district, et des comités nationaux par industrie. D'autre part, les grèves « inofficielles » comme aussi presque toutes les grèves « officielles » limitées à une entreprise, sont toujours décidées par des assemblées générales des ouvriers concernés, et ne sont jamais terminées à moins qu'une réunion générale des grévistes n'ait décidé ainsi par un vote.

Revendications : On peut montrer statistiquement que les revendications économiques au sens strict sont à l'origine d'une proportion décroissante des grèves ;

les revendications qui, de plus en plus fréquemment, provoquent des grèves concernant les conditions de production au sens le plus général (périodes de repos, chronométrage et cadences, conséquences de changements de machines ou de méthodes de production, etc.) et les conditions d'embauche et de licenciement ; très souvent également des grèves sont déclenchées par solidarité avec d'autres ouvriers en grève²⁵.

Combativité et solidarité des ouvriers : Il n'y a pratiquement jamais de grève sans piquet de grève. Fréquemment, lorsqu'une catégorie d'ouvriers de l'usine est en grève d'autres catégories ou même l'ensemble se mettent en grève pour les soutenir ; les produits qui sortent d'une usine en grève, ou les matières ou pièces qui lui sont destinées, sont déclarés « noirs » ce qui équivaut à une interdiction pour les ouvriers des autres usines ou des transports de les manipuler. Il y a *toujours* des collectes importantes de solidarité parmi les autres usines de la région.

Atmosphère générale : Il est impossible de rendre, dans un résumé schématique, le climat qui se dégage des descriptions détaillées ou de récits de camarades anglais sur la lutte ou simplement la vie dans les usines. Une solidarité complète entre les ouvriers se manifeste constamment ; une contestation presque permanente du pouvoir de la direction et de la maîtrise se fait jour à propos des mille événements de la vie quotidienne de l'entreprise.

25 Nous avons parlé à plusieurs reprises dans S. ou B. des grèves en Angleterre et aux Etats-Unis, et des shop stewards (N° 18. 19, 26. 29, 30, 32). Citons encore un cas « extrême » ; celui des usines Briggs à Dagenham (appartenant à la Ford anglaise) où il y a eu 289 arrêts de travail entre février 1954 et mai 1955 et 234 arrêts de travail entre août 1955 et mars 1957, arrêts dans leur grande majorité « inofficiels » et allant de quelques heures à plusieurs jours. Pratiquement tous ces arrêts ont exprimé des conflits sur les conditions de production et de vie à l'usine : fourniture de vêtements de travail ; congestion des couloirs de communication et mauvaise manutention ; mesures de sécurité ; chauffage et ventilation ; convenances des ouvriers dans les décisions concernant l'emplacement des machines ; politique du personnel et licenciements, en particulier de vieux ouvriers ; accélération des cadences ; chronométrages, en particulier en liaison avec les licenciements ; standardisation des pièces et des méthodes de travail ; travail de nuit ; altération de la composition des équipes sans consultation préalable des shop-stewards ; attitude provocante de la maîtrise ; attitude de la direction face aux syndicats et aux délégués ouvriers. V. le rapport officiel de Lord Cameron, Report of a Court of Inquiry Londres H.M.S.O., Cmnd 131, 1957. Quoique extrême, le cas de Briggs est néanmoins typique en ce sens qu'on y voit en condensé la situation, éparse dans toute l'industrie britannique. La même chose vaut pour l'Angleterre dans son ensemble par rapport aux autres pays capitalistes modernes : on y voit en agrandissement ce qui se passe partout, et surtout, ce qui se passera de plus en plus partout. Se concentrer sur l'expérience anglaise aujourd'hui ne diffère pas de ce qu'était se concentrer sur celle de la Commune après 1871 ou de la Russie après 1917.

Ces traits qui valent en gros pour toute l'industrie anglaise, apparaissent avec une netteté extrême dans certains secteurs industriels très importants et par ailleurs très divers (mines, automobile et industrie mécanique, chantiers navals, dockers, ouvriers des transports entre autres). Nous ne disons pas que la situation à cet égard est identique dans toutes les usines anglaises, à tout moment, mais que les traits résumés plus haut définissent la tendance typique des formes les plus évoluées de la lutte de classe dans un pays de capitalisme moderne. Et cette conclusion est corroborée par ce qui se passe aux Etats-Unis ²⁶.

Cette situation n'empêche pas pourtant le prolétariat anglais, comme le prolétariat scandinave ou, encore plus, américain, d'être complètement inactif sur le plan politique. On pourrait soutenir que les ouvriers anglais, comme les ouvriers suédois, danois ou norvégiens, en appuyant le parti travailliste ou social-démocrate, expriment des aspirations politiques qui coïncident avec la politique de ces partis, c'est-à-dire sont essentiellement réformistes. Mais c'est là une idée superficielle. On ne peut pas considérer comme deux faits isolés et sans rapport que ces mêmes ouvriers anglais, si intraitables devant le patron et si actifs comme groupe social dans l'entreprise, ont comme seule activité politique de voter *Labour* lors des élections générales, une fois tous les cinq ans. Lorsqu'on sait ce qu'est actuellement le *Labour Party*, qu'il est impossible de trouver dans son programme (théorique ou réel) des différences radicales avec le parti conservateur, et que sur toutes les questions essentielles qui se sont posées depuis dix ans il aurait agi exactement comme celui-ci ; lorsqu'on sait qu'en Suède ou en Norvège les partis réformistes sont au gouvernement depuis seize ans ou plus mais que si les partis conservateurs ou libéraux y retournaient, ils ne pourraient ni ne voudraient rien changer aux « réformes » réalisées, on est obligé d'attribuer une autre signification à ce soutien électoral. Ce sont des votes de moindre mal, dont le sens s'éclaire par l'indifférence totale manifestée par la population en général et par la classe ouvrière en particulier, à l'égard des partis politiques et de leur « activité », même et y compris en période, électorale. Les gens se dérangent encore pour mettre leur bulletin dans l'urne, mais guère pour assister aux réunions, encore moins pour prendre part aux campagnes électorales. Si maintenant on

26 Les plus grandes luttes ouvrières des dernières années aux Etats-Unis ont eu lieu sur les conditions de travail et de vie dans l'entreprise : la révolte des ouvriers de l'automobile en 1955 contre la bureaucratie syndicale du C.I.O. (v. le N° 18 de S. ou B. p. 48 à 60) ; la grève de l'acier de 1959-60 (v. les N° 29, p. 111, et 30, p. 94 à 96) ; enfin les grèves de l'automobile en automne 1961, où l'accord péniblement atteint entre la direction et les chefs syndicaux a été remis en question parce que ceux-ci avaient « oublié » les « problèmes locaux ». c'est-à-dire des conditions de travail ; une explosion de grèves sauvages, qui ont duré quinze jours, les a rappelés à la réalité et les ouvriers ont obtenu en gros ce qu'ils demandaient.

considère qu'il n'y a rien de fondamentalement inacceptable pour le capitalisme dans le programme travailliste ou dans le pouvoir des partis socialistes scandinaves, que le réformisme contemporain n'est qu'une autre manière de gérer le système capitaliste et finalement de le préserver, la signification de l'attitude politique des ouvriers dans les pays modernes apparaît clairement : le prolétariat ne s'exprime plus comme classe sur le plan politique, il n'affirme plus une volonté de transformer ou même d'orienter la société dans un sens qui lui soit propre, il agit tout au plus sur ce terrain comme un « groupe de pression » de plus.

Cette disparition de l'activité politique, et plus généralement ce que nous avons appelé la privatisation n'est pas propre à la classe ouvrière ; elle est un phénomène général, que l'on constate chez toutes les catégories de la population et qui exprime la crise profonde de la société contemporaine. Envers rigoureux de la bureaucratisation, elle manifeste l'agonie des institutions sociales et politiques qui, après avoir rejeté la population, sont maintenant rejetées par elle. Elle est le signe de l'impuissance des hommes devant l'énorme machinerie sociale qu'ils ont créée et qu'ils n'arrivent plus ni à comprendre, ni à dominer, la condamnation radicale de cette machinerie. Elle exprime la décomposition des valeurs, des significations sociales et des communautés. De même que dans la production on constate la contradiction entre, d'un côté, l'extrême collectivisation du travail, l'interdépendance croissante des activités productives des travailleurs et, d'un autre côté, l'organisation du travail par la bureaucratie qui traite chaque ouvrier comme une unité séparée des autres ; de même à l'échelle de la société, on voit actuellement poussée jusqu'à la limite la contradiction entre la socialisation totale des individus, leur dépendance extrême à l'égard de la société nationale et mondiale ; et l'atomisation de la vie, l'impossibilité d'intégrer les individus au-delà du cercle étroit de la famille - qui se désintègre elle-même d'ailleurs de plus en plus. La différence - et elle est immense - c'est que dans la production, les travailleurs essaient constamment de trouver une issue positive à cette contradiction ; en combattant à la fois l'organisation bureaucratique du travail et l'atomisation qu'elle leur fait subir, ils constituent des groupes informels de travail et de lutte²⁷ ; aussi déchirée, conflictuelle, constamment en danger, détruite et renaissante qu'elle soit, la communauté des travailleurs d'un atelier ou d'une entreprise existe toujours comme tendance et manifeste que le capitalisme ne parvient à détruire ni l'activité de classe, ni la socialisation positive des travailleurs sur le plan de la production. C'est qu'elles sont constamment suscitées par la structure même du capitalisme qui oblige l'ouvrier à s'opposer à l'organisation imposée du travail, à la fois pour se sauver lui-même *et* pour arriver à produire. Cette lutte nourrit constamment la socialisation des travailleurs qui la renforce en retour, et tous les efforts du capitalisme (hiérarchisation, sélec-

27 V. Sur le contenu du socialisme ». I.c.

tion du personnel, discriminations injustifiées, bouleversements périodiques des équipes de travail, etc.). n'arrivent et n'arriveront jamais à entamer ni l'une ni l'autre. Au contraire, la modernisation du capitalisme donne à la lutte dans la production une intensité croissante et un contenu plus profond. D'abord, l'évolution de la technique et de l'organisation de la production pose d'une façon toujours plus aiguë le problème de la participation effective de l'homme à son travail. Ensuite, au fur et à mesure que les autres problèmes qui préoccupaient précédemment la classe ouvrière perdent leur acuité vitale, que le chantage à la famine et au chômage devient impossible, la question de son sort dans la production devient pour le travailleur la question vitale. On peut accepter n'importe quel travail et n'importe quel régime, lorsqu'on a faim et que des milliers de chômeurs attendent à la porte ; n'en est plus de même actuellement. La lutte des ouvriers cesse alors, comme on l'a vu sur l'exemple de l'Angleterre, d'être une lutte étroitement économique, elle vise l'asservissement et l'aliénation de l'ouvrier en tant que producteur, son asservissement à la direction de l'entreprise et sa dépendance des fluctuations du marché de la main-d'œuvre. Quelle que soit la « conscience explicite » des ouvriers anglais, leur comportement effectif - aussi bien dans la vie quotidienne de l'usine que lors des grèves « inofficielles » - pose implicitement la question : qui est le maître dans l'entreprise, donc, même si c'est sous une forme embryonnaire et fragmentaire, le problème de la *gestion* de la production. La collectivité ouvrière y apparaît agissant dans l'unité et la cohésion, et fait surgir d'elle-même, avec les shop-stewards, une forme d'organisation incarnant la démocratie et l'efficacité prolétariennes.

Mais rien d'équivalent n'existe sur le plan de la société. La crise du capitalisme a atteint le stade où elle devient une crise de la socialisation comme telle, et elle affecte le prolétariat tout autant que les autres couches. Les modes d'activité collectifs, quels qu'ils soient, s'effondrent, sont vidés de leur contenu, il n'en subsiste que les carcasses bureaucratisées. Ce n'est pas seulement vrai pour les activités politiques ou autres qui visent une fin précise ; ça l'est également pour les activités désintéressées. La *fête*, par exemple, création immémoriale de l'humanité, tend à disparaître des sociétés modernes comme phénomène social ; elle n'y apparaît plus que comme *spectacle*, agglomération matérielle d'individus qui ne communiquent plus positivement entre eux, et ne coexistent que par leurs relations juxtaposées, anonymes et passives, à un pôle qui est seul actif et dont la fonction est de faire exister la fête pour tous les assistants. Le spectacle, performance d'un individu ou d'un groupe spécialisé devant le public impersonnel et transitoire, devient ainsi le modèle de la socialisation contemporaine, dans laquelle chacun est passif relativement à la communauté et ne perçoit plus autrui comme sujet possible d'échange, de communication et de coopération, mais comme corps inerte limitant ses propres mouvements. Et ce n'est nullement accidentel que les observateurs des grèves en Wallonie, en janvier 1961, aient été

tellement frappés par l'aspect proprement de *fête* que présentait le pays et le comportement de gens pourtant plongés dans une lutte dure et dans le besoin : les immenses difficultés matérielles étaient dépassées par la résurrection d'une vraie société, d'une vraie communauté, par le fait que chacun existait positivement avec et pour les autres. Ce n'est que dans les éruptions de la lutte de classes que peut désormais revivre ce qui est définitivement mort dans la société instituée : une passion commune des hommes qui devient source d'action et non de passivité, une émotion qui renvoie non à la stupeur et à l'isolement mais à une communauté qui agit pour transformer ce qui est ²⁸.

La disparition de l'activité politique parmi les ouvriers est le résultat à la fois et la condition de l'évolution du capitalisme que nous avons décrite. Le mouvement ouvrier, en transformant le capitalisme, était en retour transformé par lui, les organisations ouvrières ont été intégrées dans le système d'institutions de la société établie, en même temps qu'assimilées dans leur substance par elle ; leurs objectifs, leurs modes d'action, leurs formes d'organisation, leurs rapports avec les travailleurs se sont modelés à un degré croissant sur les prototypes capitalistes. Sans pouvoir ici reprendre l'analyse de ce processus historique ²⁹, nous voulons montrer comment ses résultats conditionnent aujourd'hui d'une façon perpétuellement renouvelée le retrait des travailleurs de l'activité politique.

La bureaucratisation des organisations chasse les ouvriers de l'action collective. Elle commence comme acceptation par les ouvriers d'un corps stable de dirigeants et délégation permanente de pouvoirs à ce corps ; elle aboutit à la constitution de couches bureaucratiques dans les organisations politiques et syndicales, qui, les gérant comme une direction capitaliste gère une usine ou l'Etat, se retrouvent rapidement devant la même contradiction qu'elle : comment obtenir à la fois la participation et l'exclusion des gens. Contradiction insoluble, qui aboutit ici à des effets beaucoup plus dévastateurs que dans la production, car pour vivre il faut manger, mais il n'est pas indispensable de faire de la politique. C'est du reste ce qui explique que le retrait des ouvriers soit moindre par rapport aux syndicats que par rapport aux partis ; les syndicats peuvent encore apparaître comme ayant un rapport avec le pain quotidien.

C'est là le résultat de la bureaucratisation des formes d'organisation, des mo-

28 Le lecteur aura compris que dans tout ce qui précède nous ne parlons pas la socialisation comme d'un concept formel, mais en référence au contenu de la socialisation. Le sociologue qui sous prétexte qu'une salle de cinéma et une séance d'un Conseil ouvrier représentent toutes les deux des modes de socialisation refuse de voir l'opposition absolue du type d'intégration sociale que ces deux modes représentent et la différence de leurs effets sur la dynamique de la société considérée, montre seulement à quel degré de vide et de gratuité peut arriver une « science » de plus en plus formaliste.

29 V. « Prolétariat et organisation », l.c.

des d'action et des rapports avec les travailleurs. Mais l'effet de la dégénérescence idéologique proprement dite est tout aussi important. Il n'y a plus d'idéologie révolutionnaire ou même simplement ouvrière, comme idéologie présente à l'échelle de la société (et non pas seulement cultivée dans les sectes). Ce que les organisations « ouvrières » proposent (lorsqu'elles proposent autre chose que des combines électorales et parlementaires) ne diffère pas essentiellement de ce que le capitalisme lui-même propose, en partie réalise, en tout cas tolère : augmentation de la consommation matérielle et de « loisirs » vides de tout contenu ; hiérarchie et promotion selon le mérite ; élimination des « irrationalités » extérieures dans l'organisation de la société - toutes valeurs essentiellement capitalistes. Le mouvement ouvrier avait commencé de manière radicalement différente, même s'il ne se désintéressait pas des objectifs partiels. Il avait commencé comme projet et promesse de transformation radicale des rapports entre les hommes, d'instauration d'égalité et de reconnaissance réciproques, de suppression des chefs, de liberté réelle. Tout cela maintenant a disparu, même comme démagogie ; les organisations « ouvrières » prétendent que leur pouvoir pourrait augmenter plus rapidement la production et la consommation, réduire davantage la durée du travail ou répandre plus largement l'éducation actuelle - en somme réaliser mieux et plus vite que le capitalisme les objectifs capitalistes. La production russe croît plus vite que la production américaine, les spoutniks russes sont plus gros et vont plus loin que les spoutniks américains, et voilà. Nous ne disons pas que les ouvriers conservent par devers eux l'image pure et inaltérée de la société socialiste, la comparent avec le programme de la S.F.I.O. ou du P.C. et en concluent qu'ils ne veulent pas soutenir ces partis. Dans une très forte mesure, les objectifs capitalistes ont pénétré à nouveau le prolétariat. Mais précisément, leur réalisation n'exige pas une action ou une participation différente de celle que demande un parti bourgeois, un appui électoral suffit ; et inversement, ils ne peuvent susciter chez les gens qu'une participation de type électoral³⁰.

Il y a donc, dans l'apathie politique des travailleurs, la convergence de deux processus. Aliénée et opprimée comme toujours, ou plutôt comme jamais, dans la production, la classe ouvrière lutte contre sa condition et conteste la domination de la direction capitaliste dans l'entreprise. Mais elle ne parvient plus à donner à cette lutte un prolongement à l'échelle de la société, parce qu'elle n'y ren-

30 Cela vaut encore plus, quoique d'une autre façon, pour les sympathisants communistes. Pour eux il s'agit que la Russie parvienne à « rattraper et dépasser les Etats-Unis » et cet objectif n'a nullement besoin de leur action ou participation, sa réalisation passe par l'exécution des Plans de cinq ou vingt ans ; de même savent-ils que finalement la victoire mondiale de ce « socialisme » ne dépend pas de ce qu'ils feront, mais de la quantité et de la qualité des fusées russes

contre plus aucune organisation, aucune idée, aucune perspective qui se distinguent de l'infamie capitaliste, aucun mouvement qui symbolise l'espoir de nouveaux rapports entre les hommes. Il est alors naturel qu'elle se tourne vers des compensations ou des solutions privées, et qu'elle rencontre là un capitalisme qui se prête de plus en plus à cette compensation. Comme on l'a vu, ce n'est pas en effet accidentel que dans l'effondrement des valeurs, la seule valeur qui subsiste soit la valeur « privée » par excellence, celle de la consommation ³¹, et que le capitalisme l'exploite frénétiquement. C'est ainsi que, avec une sécurité relative de l'emploi, un « niveau de vie » croissant, l'illusion ou la chance faible de la promotion, les travailleurs comme les autres individus, essayent de fabriquer un sens à leur vie avec la consommation et les loisirs.

C'est cela, l'étape actuellement atteinte par la lutte de classe dans les sociétés modernes. Et la question à laquelle nous devons répondre, est : cette situation infirme-t-elle ou, au contraire, corrobore-t-elle la perspective révolutionnaire ? Dans la terminologie traditionnelle, le capitalisme moderne continue-t-il ou non à produire les conditions d'une révolution socialiste ?

Le mouvement révolutionnaire moderne n'est pas un mouvement de réforme morale qui, s'adressant à l'intériorité d'un homme éternel, l'appelle à réaliser un monde meilleur. Il s'est, depuis Marx - et en ceci tout révolutionnaire digne de ce nom restera toujours marxiste - appuyé sur une analyse de l'histoire et de la société montrant que la lutte d'une classe d'hommes dans la société capitaliste, la classe ouvrière, ne peut atteindre son objet qu'en abolissant cette société et, avec elle, les classes, qu'en instaurant une nouvelle société supprimant l'exploitation et l'aliénation sociale de l'homme ³². La question du socialisme ne pouvait être vraiment posée que dans une société capitaliste, et ne pourra être résolue qu'en fonction d'un développement qui a lieu *dans* cette société. Mais cette idée capitale a été, très tôt dans le marxisme, obscurcie puis enfouie sous une mythologie des « conditions objectives de la révolution socialiste » qu'il importe de détruire.

La « maturation des conditions objectives du socialisme » a été vue traditionnellement comme un degré de développement suffisant des forces de production

31 Encore une fois, nous n'oublions pas que rien ne peut être consommé qui ne vienne de la société et ne renvoie à elle, qui ne présuppose pour être acquis comme pour être produit une activité sociale, qui ne pose implicitement le problème de la société. Le spectateur de TV isolé chez lui est projeté sur le monde dès qu'il tourne le bouton ; l'automobiliste immobilisé dans un embouteillage est littéralement noyé dans un océan d'individus et d'objets sociaux. Mais avec ces individus et ces objets il n'a pas de rapport positif.

32 Il ne s'agit pas de supprimer l'histoire et la condition humaine, tout conflit et tout malheur, mais ces formes précises d'asservissement de l'homme à l'homme ou à ses propres créations qui s'appellent l'exploitation, la hiérarchie, l'absurdité du travail, l'inertie et l'opacité des institutions.

matérielles. Ceci parce que « une société ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir » (K. Marx, Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*) ; parce qu'on ne saurait bâtir le socialisme sur une base de misère matérielle ; parce qu'enfin, par le développement des forces productives, les contradictions « objectives » de l'économie capitaliste devaient être amenées à un paroxysme entraînant soit un effondrement soit une crise permanente du système.

Il faut radicalement éliminer ce genre de considérations et la méthodologie qui les produit. Il n'y a pas de niveau de développement de la production en deçà duquel la révolution socialiste serait condamnée à échouer, au-delà duquel elle serait assurée de réussir. Aussi élevé soit-il, le niveau des forces productives ne garantira jamais qu'une révolution ne dégénérera pas en l'absence du facteur central, l'activité permanente et totale du prolétariat pour transformer la vie sociale. Quel est le fou qui dirait que la révolution socialiste est trois fois plus mûre aux Etats-Unis qu'en Europe occidentale, parce que la production par habitant y est trois fois plus élevée ? S'il est incontestable qu'on ne saurait bâtir le socialisme sur la misère, il faut également comprendre que jamais une société d'exploitation ne créera une abondance suffisante pour abolir ou même atténuer les antagonismes entre individus et groupes. La même mentalité mécaniste pour laquelle il y avait un niveau de consommation rigide du travailleur sous le capitalisme ; faisait croire à l'existence d'un niveau définissable de saturation des besoins, et que la « guerre de tous contre tous » s'atténuerait au fur et à mesure que l'on s'en approcherait³³. Mais le capitalisme se développant développe aussi nécessairement les besoins et l'antagonisme autour des biens matériels est incomparablement plus grand dans une société moderne que dans un village africain primitif. Ce n'est pas l'existence d'une plus ou moins grande abondance de biens matériels, mais une attitude différente du prolétariat face au problème de la consommation qui permet de dépasser cet antagonisme - et cette attitude différente se réalise toujours lorsque le prolétariat entre en action pour transformer la société, car elle n'est qu'un des aspects de la rupture avec l'ordre des choses précédent.

Tout autant faut-il éliminer l'idée que la maturation des conditions du socialisme consiste en un « accroissement » ou une « intensification » des contradic-

33 Trotsky disait que dans une famille aisée on ne se dispute pas pour la confiture. Image fallacieuse, parce que dans les familles riches on se dispute et même on s'assassine pour d'autres espèces de confiture, et plutôt plus que dans les familles pauvres. Tous les raisonnements de Trotsky dans ce domaine ont été influencés outre mesure quoique de façon compréhensible par l'expérience de misère et de famine en Russie entre 1917 et 1923. Cette expérience n'est nullement typique. Nous ne disons pas que le socialisme est une affaire de conversion intérieure, mais que les attitudes des hommes devant la répartition des biens et les besoins sont des faits culturels, sociaux et historiques.

tions objectives (c'est-à-dire indépendantes de l'action des classes ou déterminant inéluctablement cette action) du capitalisme. Nous avons montré dans la première partie de ce texte que toute dynamique économique des « contradictions objectives » était imaginaire. Ajoutons qu'elle est, du point de vue de la perspective révolutionnaire, superflue. Les ridicules expressions de « contradictions constamment croissantes », de « crises toujours plus profondes » doivent être reléguées à la phonothèque des incantations staliniennes, Les contradictions ne peuvent pas être croissantes, car ce ne sont pas des topinambours. Et il est difficile d'imaginer des crises objectives « plus profondes » que celles des Etats-Unis et de l'Europe en 1933, ou de l'Allemagne et de toute l'Europe continentale en 1945 ; la dislocation de la société établie était alors totale. En quoi consistera donc une crise « plus profonde » dans l'avenir, en la réapparition de l'anthropophagie ? La question n'est pas de savoir si des « crises toujours plus profondes » auront lieu à l'avenir - des crises aussi profondes que possible ont eu lieu et continueront d'avoir lieu aussi longtemps que dure le capitalisme - mais si ce facteur dont l'absence n'a pas permis la transformation révolutionnaire de ces crises par le passé, l'intervention consciente du prolétariat, aura lieu et pourquoi. *Il n'y a qu'une condition du socialisme, qui n'est ni « objective », ni « subjective », mais historique, c'est l'existence du prolétariat comme classe qui dans sa lutte se développe comme porteur d'un projet socialiste.*

Par là nous ne voulons pas dire que le capitalisme reste le même par rapport aux possibilités révolutionnaires, que son évolution « objective » est indifférente puisque de toute façon elle produira des crises, et qu'en 1961 comme en 1871 la question reste la même : le prolétariat sera-t-il capable d'intervenir et d'aller jusqu'au bout ? Cette vue intemporelle, cette analyse des essences révolutionnaires n'a rien à voir avec ce que nous disons, déjà pour cette première raison massive : il n'y a pas de révolution sans prolétariat, et le prolétariat est un produit du développement capitaliste. C'est le mouvement même du capitalisme qui prolétarisant la société étend - et ici il s'agit bel et bien du sens quantitatif du mot - la base d'une révolution socialiste, parce qu'il multiplie et rend finalement majoritaire dans la société une masse de travailleurs salariés, parcellaires, exploités et aliénés. - Deuxièmement parce que la façon dont le système d'exploitation est vécu et critiqué par un prolétaire (serait-il employé de bureau et son niveau de vie serait-il croissant) est radicalement différente de celle d'un paysan pauvre. Que les contradictions économiques d'un capitalisme archaïque fassent mourir de faim le paysan pauvre, celui-ci ne se rapproche pas pour autant du *socialisme* ; mais le salarié moderne d'une grande entreprise, pour autant qu'il fasse l'expérience de l'exploitation et de l'oppression dans le travail, ne peut en tirer que des conclusions sur le besoin d'une réorganisation socialiste de la production et de la société. Entre le paysan pauvre et le socialisme il y a pour ainsi dire une infinité de solutions fausses ; entre le salarié moderne et le socialisme, aucune (en dehors

des solutions individuelles, qui ne le sont pas pour la classe). Pour le prolétariat russe en 1917, la paysannerie a été un immense bélier dont le poids a permis d'abattre le tsarisme mais a par la suite terriblement alourdi et encombré le cours de la révolution. Il n'y a pas de commune mesure à cet égard entre la situation russe en 1917 et la situation américaine, européenne ou russe aujourd'hui, précisément parce que l'évolution du capitalisme a créé dans ces sociétés une immense majorité de salariés pour laquelle, lorsqu'elle sortira de son inaction, seules les solutions socialistes paraîtront possibles. Le prolétariat seul est une classe révolutionnaire, car pour lui seul est posé en termes d'existence quotidienne le problème central du socialisme, le sort de l'homme dans la production. - Enfin, parce que la concentration capitaliste fournit les linéaments d'une organisation collective de la société et que son évolution renvoie constamment les hommes au problème de son organisation globale. De par sa structure objective le capitalisme actuel fait voir à chacun, dans son travail et dans sa vie, son problème comme celui de la suppression de l'aliénation, de la division entre dirigeants et exécutants - et lui fait voir aussi immédiatement le problème de la société comme étant de même nature, précisément parce qu'il tend à transformer la société en une immense entreprise bureaucratique. Plus l'organisation bureaucratique du capitalisme s'étend et recouvre la société, plus tous les conflits tendent à se modeler sur la contradiction fondamentale du système. L'expérience de la société tend ainsi à s'unifier, c'est le même conflit qui est vécu par tous et partout comme leur destin quotidien. Le développement même du capitalisme démolit les fondements « objectifs » de l'existence d'une classe dirigeante, à la fois techniquement (toute bureaucratie planificatrice peut d'ores et déjà être remplacée par des calculatrices électroniques) et socialement (en dévoilant le rôle proprement *négatif* des dirigeants aux yeux des exécutants) ; il fait naître une exigence de gestion rationnelle de la société qu'il contrecarre constamment par ses actes, enfin il fournit de plus en plus les éléments des solutions socialistes futures.

Mais nous disons bien qu'aucun de ces facteurs n'a de signification positive par lui-même, indépendamment de l'action des hommes, car ils sont tous contradictoires ou ambigus, comme on voudra dire. La prolétarianisation de la société s'accompagne de sa hiérarchisation et ne signifie pas, comme l'avait cru Marx, qu'une poignée de super-capitalistes se trouvera un jour isolée au milieu d'un océan de prolétaires. L'évolution technique qui donnerait d'immenses possibilités à un pouvoir révolutionnaire fournit entre-temps aux capitalistes des moyens de violence ou d'emprise subtile sur la société dépassant tout ce qu'on avait pu imaginer. La diffusion du savoir technologique va de pair avec ce que Ph. Guillaume a appelé un néo-alphabétisme effrayant. Le développement du capitalisme est aussi, on l'a longuement dit, un développement de la consommation qui apparaît pendant toute une période aux exploités comme une solution de rechange. La crise des valeurs rend la société capitaliste presque ingouvernable,

mais dans cette crise sont aussi entraînées les valeurs, les idées et les organisations qu'avait fait naître le prolétariat. Bref une révolution victorieuse a eu lieu en Russie en 1917, elle n'a pas eu lieu depuis dans des pays beaucoup plus avancés. Les révolutionnaires ne possèdent pas de capital placé à la Banque de l'Histoire qui s'accumulerait à intérêts composés.

S'il y a donc une maturation des conditions du socialisme, elle ne peut jamais être une maturation de conditions « objectives », car les conditions purement objectives par elles-mêmes n'ont pas de signification définie. Elle ne peut être qu'une progression d'une autre nature. Et cette progression on la constate bien lorsqu'on considère la succession des révolutions ouvrières. C'est la courbe ascendante qui relie les sommets des actions prolétariennes, de 1848 à 1871, à 1917 et à 1956. Ce qui était à Paris en 1848 la revendication vague d'une égalité économique et sociale devient en Russie en 1917 l'expropriation des capitalistes ; et cet objectif négatif et encore indéterminé est décanté en fonction de l'expérience ultérieure et remplacé, lors de la révolution hongroise en 1956, par l'exigence positive de la domination des producteurs sur la production, de la gestion ouvrière. La forme du pouvoir politique de la classe se précise, de la Commune de 1871 aux Soviets de 1917 et de ceux-ci au réseau de Conseils d'entreprise de 1956.

Il y a donc un processus, interrompu et contradictoire certes, mais positif, qui n'est pas « objectif » en ce sens qu'il n'est rien d'autre que le développement du *sens incarné* de l'action ouvrière. Mais ce n'est pas non plus un processus simplement « subjectif » de formation et d'éducation des ouvriers à travers les péripéties de leur action. Il n'y a pas d'expérience qui sédimente dans la classe ouvrière en un sens effectif, il n'y a pas de mémoire du prolétariat car il n'y a pas de « conscience *du* prolétariat » autrement que comme expression métaphorique³⁴. Et même chez les ouvriers individuels, dans les périodes qui séparent deux phases révolutionnaires, on chercherait la plupart du temps en vain la mémoire claire des événements, leur élaboration consciente, la préparation apparente d'une nouvelle définition des objectifs et des moyens ; on ne trouvera généralement que confusion, apathie et souvent résurgence d'idées réactionnaires.

Comment se fait donc cette progression ? En partie certes par un apprentissage ou une expérience consciente chez certains éléments - dont nous sommes

34 La théorie d'une « éducation » des ouvriers à travers les échecs d'une direction bureaucratique, qui sous-tend les idées de Trotsky pendant les années 1930, n'a qu'une portée très limitée ; elle ne vaut qu'à l'intérieur d'une phase révolutionnaire (il est vrai qu'il y a eu apprentissage des masses de Petrograd de février à octobre 1917), ou pour une minorité ouvrière. Autrement, des travailleurs français qui ont vécu 1936, combien aujourd'hui en tirent les « leçons » qu'une organisation révolutionnaire en tirerait ? Si l'on considère comme expérience l'expérience subjective et explicite, il faut convenir que le principal résultat des luttes qui échouent, c'est la démoralisation.

loin de vouloir minimiser le rôle, qui est après tout celui des révolutionnaires. Mais cette expérience d'une « avant-garde », qui jouera le rôle de catalyseur au départ de la nouvelle phase d'activité ouvrière³⁵ n'aurait aucun effet si en même temps la masse ouvrière ne devenait pas plus apte ne serait-ce qu'à accepter les nouvelles conclusions, si elle ne se préparait pas à une phase nouvelle et supérieure d'activité. Que signifie cette préparation ? Qu'entre-temps, par son action révolutionnaire précédente ou par son activité quotidienne, le prolétariat a transformé la société et donc aussi les termes du problème. A chaque instant, l'expérience du prolétariat se forme à partir de la réalité présente et non pas à partir des « leçons du passé » ; mais cette réalité présente contient en elle les résultats de l'action passée, car elle n'est rien d'autre que le produit de l'étape précédente de la lutte des classes. Dans le présent, se trouvent déposés comme partie de la réalité à transformer les objectifs en partie réalisés et ceux qui en se réalisant ont changé de sens, les victoires et les échecs, les vérités et les erreurs d'autrefois. En transformant la réalité sociale par son action incessante, obscure ou éclatante, le prolétariat transforme en même temps les conditions de sa prise de conscience ultérieure et s'oblige pour ainsi dire lui-même à porter sa lutte à un niveau plus élevé lors de sa prochaine étape. Cette dialectique immanente à la lutte de classe ne relève d'aucune magie, ne traduit pas une harmonie préétablie ni ne prouve que le communisme a été assigné par une Providence révolutionnaire comme but à l'histoire humaine. Elle signifie simplement que, aussi longtemps que les solutions que le prolétariat essaie de trouver à son problème restent « fausses », partielles ou insuffisantes, le problème demeure entier et toute nouvelle tentative de le résoudre doit commencer par combattre ce que les anciennes solutions sont devenues dans la réalité. Le prolétariat peut essayer de modifier sa condition par le réformisme ; du moment où le réformisme est réalisé - comme dans la société contemporaine - il ne peut, s'il reprend la lutte, que le dépasser et le combattre puisque le réformisme est devenu partie intégrante de la réalité à détruire. Le prolétariat peut essayer de se libérer en remettant le pouvoir au parti, c'est-à-dire finalement à une bureaucratie ; la réalisation même de cette « solution » conduira les ouvriers à la dépasser et à la combattre, comme ils l'ont fait en 1956, car elle montrera dans le pouvoir de la bureaucratie une autre forme du pouvoir capitaliste. Aussi longtemps que la société restera une société d'exploitation, la tension perpétuellement maintenue entre l'objectif de la libération de l'homme et les figures transitoires dans lesquelles l'action ouvrière a cru pouvoir investir cet ob-

35 Au départ seulement, car presque toujours cette avant-garde, formée sur les conclusions de la période précédente, a beaucoup de difficulté pour en démordre (ce qui faisait sa force fait maintenant sa faiblesse), tandis que l'activité des masses, si la révolution continue, tend rapidement à les dépasser. Cette constatation ne fait que renforcer le point de vue exprimé dans le texte.

jectif poussera l'histoire en avant. La maturation des conditions du socialisme, c'est l'accumulation des conditions objectives d'une conscience adéquate, accumulation qui est elle-même le produit de l'action du prolétariat. Et ce processus n'est ni « objectif », ni « subjectif », il est *historique* ; le subjectif n'y existe que pour autant qu'il modifie l'objectif et l'objectif n'y a d'autre signification que celle que lui confère, dans un contexte et un enchaînement donnés, l'action du subjectif. On peut voir dans ce processus une élimination des fausses solutions, à condition de comprendre qu'il ne s'agit pas d'élimination mentale, mais réelle, et que le processus n'est pas un processus aléatoire, où une première, puis une autre, puis une autre fausse solution prises au hasard seraient éliminées parmi une infinité. Les tentatives de solution sont reliées les unes aux autres, objectivement (c'est du même problème qu'il s'agit, dans le même contexte historique) et subjectivement (c'est la même classe qui le pose). Ensuite, il n'y a pas d'infinité de fausses solutions, tout n'est pas possible, la société moderne trace un cadre. Enfin, il y a *une* solution *vraie*. Cette dernière affirmation différencie le révolutionnaire du philosophe de l'histoire.

Le problème que nous devons nous poser est cette maturation, cette progression dialectique, continue-t-elle dans la période actuelle ? Pour l'éclairer, nous aborderons trois questions : celle du travail et de la gestion ouvrière ; celle de la bureaucratie et de la politique ; enfin, celle du niveau de vie et des valeurs.

Nous avons déjà montré plus haut que les conditions actuelles font voir aux travailleurs comme leur problème immédiat et quotidien ce qui est le problème central du socialisme : le travail et son organisation, le rôle de l'homme dans la production, les rapports entre hommes dans le travail - en somme la question de la *gestion* et des *fins* du travail. L'importance croissante des luttes relatives aux conditions de vie et de production dans l'usine que nous avons décrites sur l'exemple de l'Angleterre, de même que les revendications de gestion ouvrière et de suppression des normes mises en avant par les Conseils ouvriers hongrois en 1956, attestent qu'il ne s'agit pas là d'une extrapolation théorique, mais d'un progrès réel qui a été conditionné, en Hongrie par la réalisation du pouvoir de la bureaucratie, et en Angleterre et aux Etats-Unis par la « satisfaction » partielle des demandes étroitement économiques et la réalisation du plein emploi.

Que l'arrivée au pouvoir de la bureaucratie dans les pays de l'Est devait conduire à une expérience de la bureaucratie, et que cette expérience aboutirait tôt ou tard à des conclusions révolutionnaires, a été pour nous dès le départ une idée centrale³⁶. Dans les pays de l'Est, la bureaucratie « ouvrière » est devenue classe

36 V. « Socialisme ou barbarie » [1949] dans le N° 1 de S. ou B.. en particulier pp. 39-46 (maintenant dans la Société bureaucratique. Vol. 1. pp. 175-183 [rééd. pp. 111]) ; également, « Les ouvriers face à la bureaucratie ». S. ou B. N° 18, pp. 75-86 [maintenant dans l'Expérience du mouvement ouvrier. Vol. I, pp. 333-355].

dominante, par conséquent l'expérience que fait le prolétariat de « sa » bureaucratie est immédiatement et directement expérience de son caractère de classe exploiteuse. Dans les pays occidentaux, la bureaucratisation des organisations « ouvrières », dans la mesure où celles-ci ne sont pas encore intégralement identifiées au système d'exploitation, entraîne une expérience de la bureaucratie comme « direction politique » (ou syndicale) et par suite un retrait des ouvriers de la politique. Mais cette expérience prend actuellement un nouveau caractère. Ce que nous avons appelé la privatisation exprime une expérience de la politique bureaucratique, mais cette expérience ne concerne plus simplement le contenu de la politique, c'est la forme même de la politique traditionnelle, le fait politique comme tel, qui est mis en question. Les ouvriers qui, après l'expérience du réformisme, étaient allés à la IIIe Internationale ou ceux qui après l'expérience du stalinisme étaient passés au trotskisme, critiquaient et dépassaient une certaine politique en voulant la remplacer par une autre. Mais la classe ouvrière actuelle rejette l'activité politique comme telle, indépendamment de son contenu. La signification de ce phénomène n'est pas simple : il y a là incontestablement un retrait, une incapacité provisoire d'assumer le problème de la société qui n'est rien moins que positive. Mais il y a aussi autre chose et plus. Le rejet de la politique telle qu'elle existe est d'une certaine façon le rejet en bloc de la société actuelle ; c'est le contenu de tous les « programmes » qui est rejeté, parce que tous, conservateurs, réformistes ou « communistes » ne représentent que des variantes du même type de société. Mais il est aussi le rejet du *type d'activité* que représente la politique telle qu'elle est pratiquée par les organisations traditionnelles : activité séparée de spécialistes coupés des préoccupations de la population, tissu de mensonges et de manipulations, farce grotesque aux conséquences souvent tragiques. La dépolitisation actuelle est tout autant indifférence que critique de la séparation de la politique et de la vie, du mode d'existence artificiel des partis, des motivations intéressées des politiciens. Elle vise aussi bien l'inefficacité et la gratuité de la politique actuelle que sa transformation en profession spécialisée. Elle contient donc implicitement une nouvelle exigence : celle d'une activité concernant ce qui importe réellement dans la vie, celle de nouvelles méthodes d'action, de nouveaux rapports entre les hommes dans une organisation.

Nous nous sommes déjà expliqués sur les facteurs qui conduisent à l'« élévation du niveau de vie » et sur la consommation comme solution de compensation pour une classe ouvrière qui provisoirement ne voit pas ou n'est pas capable de créer une solution sociale à ses véritables problèmes. Mais cette « élévation du niveau de vie » porte en elle-même les germes de sa destruction, et cette destruction posera - pose déjà - tout le problème des valeurs et du sens de la vie humaine. D'abord, l'« élévation du niveau de vie » n'a pas de limite, elle devient une course interminable après le « plus » et le « nouveau » qui à la fin se dénonce elle-même. Il y a toujours un autre « plus » qui est davantage « plus »

que celui-ci, la religion du nouveau doit devenir tôt ou tard une vieillerie d'après ses propres critères. Ensuite, l'expansion de la consommation sous sa forme capitaliste crée des contradictions criantes à l'échelle individuelle aussi bien que sociale. L'ouvrier qui s'endort devant sa télévision épuisé par les heures supplémentaires qu'il a fournies pour l'acheter, la population qui passe son temps dans les embouteillages parce que chacun possède son moyen de transport individuel, en sont des illustrations qui pourraient aisément être multipliées. On ne peut évidemment pas prédire quand et sous quelle forme cette phase parviendra à son épuisement³⁷. Mais il est certain que l'expansion continue de cette consommation rend désormais possible une critique et une démystification qui, lorsqu'elles s'amorceront, mettront en cause tout ce qui fait la vie sous le capitalisme, montreront que la consommation en elle-même n'a pas de sens pour l'homme, que les loisirs en eux-mêmes sont vides. Vit-on pour acquérir, au prix d'un travail de plus en plus absurde, un nombre croissant de gadgets de plus en plus perfectionnés et de plus en plus inutiles ? Passe-t-on les semaines pour attendre les dimanches hantés par l'idée de la semaine qui va commencer ? L'usure et les contradictions internes de la consommation et des loisirs capitalistes renverront tôt ou tard les travailleurs aux vrais problèmes : pourquoi la production et pourquoi le travail ? Quelle production et quel travail ? Quels doivent être les rapports entre les hommes, et quelle doit être l'orientation de la société ?

Les conditions actuelles posent aux travailleurs le problème de la gestion ouvrière de la production et du sort de l'homme dans le travail. Par son accession au pouvoir, la bureaucratie se désigne elle-même comme l'ennemi à combattre. La manipulation des consommateurs atteindra ses limites. Lorsque le prolétariat entrera à nouveau en lutte, il se trouvera infiniment plus proche des objectifs et des moyens du socialisme qu'en aucune autre période de son histoire.

37 Depuis 1955 aux Etats-Unis la consommation ne fournit plus un stimulant suffisant à l'expansion économique, parce qu'il y a une relative saturation de la demande de « biens durables », qui a été le grand moteur de l'expansion dans la phase précédente. Cela montre qu'il existe, même à l'étape actuelle, des limites à l'extension « indéfinie » de la consommation matérielle et à la manipulation des consommateurs pourtant la plus perfectionnée du monde. Mais il serait prématuré et dangereux d'en tirer une conclusion définitive.

VIII

POUR UN MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE MODERNE

Il reste à tirer les conclusions pratiques de ce qui a été dit. Pour ceux qui l'ont compris, elles n'ont pas besoin de justification particulière.

1. En tant que mouvement organisé, le mouvement révolutionnaire est à reconstruire à partir de zéro. Cette reconstruction trouvera une base solide dans le développement de l'expérience ouvrière, mais elle présuppose une rupture radicale avec les organisations actuelles, leur idéologie, leur mentalité, leurs méthodes, leurs actions. Tout ce qui a existé et existe comme forme instituée du mouvement ouvrier - partis, syndicats, etc. - est irrémédiablement et irrévocablement fini pourri, intégré dans la société d'exploitation. Il ne peut pas y avoir de solutions miraculeuses, tout est à refaire au prix d'un long et patient travail. Tout est à recommencer, mais à recommencer à partir de l'immense expérience d'un siècle de luttes ouvrières, et avec un prolétariat qui se trouve plus près que jamais des véritables solutions.

2. Les équivoques créées sur le programme socialiste par les organisations « ouvrières » dégénérées, réformistes ou staliniennes, doivent être radicalement détruites. L'idée que le socialisme coïncide avec la nationalisation des moyens de production et la planification ; qu'il vise essentiellement - ou que les hommes devraient viser - l'augmentation de la production et de la consommation, ces idées doivent être dénoncées impitoyablement, leur identité avec l'orientation profonde du capitalisme montrée constamment. La forme nécessaire du socialisme comme gestion ouvrière de la production et de la société et pouvoir des Conseils de travailleurs doit être démontrée et illustrée à partir de l'expérience historique récente. Le contenu essentiel du socialisme : restitution aux hommes de la domination sur leur propre vie ; transformation du travail de gagne-pain absurde en déploiement libre des forces créatrices des individus et des groupes ; constitution de communautés humaines intégrées ; union de la culture et de la vie des hommes, ce contenu ne doit pas être caché honteusement comme spéculation concernant un avenir indéterminé, mais mis en avant comme la seule réponse aux problèmes qui torturent et étouffent les hommes et la société aujourd'hui. Le programme socialiste doit être présenté pour ce qu'il est : un programme d'humanisation du travail et de la société. Il doit être clamé que le socialisme n'est pas une terrasse de loisirs sur la prison industrielle, ni des transistors pour les prisonniers, mais la destruction de la prison industrielle elle-même.

3. La critique révolutionnaire de la société capitaliste doit changer d'axe. Elle doit en premier lieu dénoncer le caractère inhumain et absurde du travail contemporain, sous tous ses aspects. Elle doit dévoiler l'arbitraire et la monstruosité de la hiérarchie dans la production et dans la société, son absence totale de justifica-

tion, l'énorme gaspillage et les antagonismes qu'elle suscite, l'incapacité totale des dirigeants, les contradictions et l'irrationalité de la gestion bureaucratique de l'entreprise, de l'économie, de l'état, de la société. Elle doit montrer que, quelle que soit l'élévation du « niveau de vie », le problème des besoins des hommes n'est pas résolu même dans les sociétés les plus riches, que la consommation capitaliste est pleine de contradictions et finalement absurde. Elle doit enfin s'élargir à tous les aspects de la vie, dénoncer le délabrement des communautés, la déshumanisation des rapports entre individus, le contenu et les méthodes de l'éducation capitaliste, la monstruosité des villes modernes, la double oppression imposée aux femmes et aux jeunes.

4. Les organisations traditionnelles s'appuyaient sur l'idée que les revendications économiques forment le problème central pour les travailleurs, et que le capitalisme est incapable de les satisfaire. Cette idée doit être catégoriquement répudiée car elle ne correspond en rien aux réalités actuelles. L'organisation révolutionnaire et l'activité des militants révolutionnaires dans les syndicats ne peuvent pas se fonder sur une surenchère autour des revendications économiques, tant bien que mal défendues par les Syndicats et réalisables par le système capitaliste sans difficulté majeure. C'est dans la possibilité des augmentations de salaire que se trouve la base du réformisme permanent des syndicats et une des conditions de leur dégénérescence bureaucratique irréversible. Le capitalisme ne peut vivre qu'en accordant des augmentations de salaire, et pour cela des syndicats bureaucratés et réformistes lui sont indispensables. Cela ne signifie pas que les militants révolutionnaires doivent nécessairement quitter les syndicats ou se désintéresser des revendications économiques, mais que ni l'un ni l'autre de ces points n'ont l'importance centrale qu'on leur accordait autrefois.

5. L'humanité du travailleur salarié est de moins en moins attaquée par une misère économique qui mettrait en danger son existence physique. Elle l'est de plus en plus par la nature et les conditions de son travail, par l'oppression et l'aliénation qu'il subit au cours de la production. Or c'est dans ce domaine qu'il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de réforme durable, mais une lutte aux résultats changeants et jamais acquis, parce qu'on ne peut pas réduire l'aliénation de 3 % par an et parce que l'organisation de la production est constamment bouleversée par l'évolution technique. C'est également le domaine dans lequel les syndicats coopèrent systématiquement avec la direction. C'est une tâche centrale du mouvement révolutionnaire d'aider les travailleurs à organiser leur lutte contre les conditions de travail et de vie dans l'entreprise capitaliste.

6. Le rapport d'exploitation dans la société contemporaine prend de plus en plus la forme du rapport hiérarchique ; et le respect de la valeur de la hiérarchie, soutenue par les organisations « ouvrières », devient le dernier appui idéologique du système. Le mouvement révolutionnaire doit organiser une lutte systématique contre l'idéologie de la hiérarchie sous toutes ses formes, et contre la hiérarchie

des salaires et des emplois dans les entreprises.

7. Dans toutes les luttes, la façon dont un résultat est obtenu est autant et plus importante que ce qui est obtenu. Même à l'égard de l'efficacité immédiate, des actions organisées et dirigées par les travailleurs eux-mêmes sont supérieures aux actions décidées et dirigées bureaucratiquement ; mais surtout, elles seules créent les conditions d'une progression, car elles seules apprennent aux travailleurs à gérer leurs propres affaires. L'idée que ses interventions visent non pas à remplacer, mais à développer l'initiative et l'autonomie des travailleurs doit être le critère suprême guidant l'activité du mouvement révolutionnaire.

8. Même lorsque les luttes dans la production atteignent une grande intensité et un niveau élevé, le passage au problème global de la société reste pour les travailleurs le plus difficile à effectuer. C'est donc dans ce domaine que le mouvement révolutionnaire a une tâche capitale à remplir, qu'il ne faut pas confondre avec une agitation stérile autour des incidents de la « vie politique » capitaliste. Elle consiste à montrer que le système fonctionne toujours contre les travailleurs ; qu'ils ne pourront résoudre leurs problèmes sans abolir le capitalisme et la bureaucratie et reconstruire totalement la société ; qu'il y a une analogie profonde et intime entre leur sort de producteurs et leur sort d'hommes dans la société, en ce sens que ni l'un ni l'autre ne peuvent être modifiés sans que soit supprimée la division en une classe de dirigeants et une classe d'exécutants. Ce n'est qu'en fonction d'un long et patient travail dans cette direction que le problème d'une mobilisation des travailleurs sur des questions générales pourra à nouveau être posé en termes corrects.

9. L'expérience a prouvé que l'internationalisme n'est pas un produit automatique de la condition ouvrière. Développé en facteur politique réel par l'activité des organisations ouvrières d'autrefois, il a disparu lorsque celles-ci en dégénéralant ont sombré dans le chauvinisme. Le mouvement révolutionnaire devra lutter pour faire remonter au prolétariat la longue pente qu'il a descendu depuis un quart de siècle, pour faire revivre la solidarité internationale des luttes ouvrières et surtout la solidarité des travailleurs des pays impérialistes à l'égard des luttes des peuples colonisés.

10. Le mouvement révolutionnaire doit cesser d'apparaître comme un mouvement politique au sens traditionnel du terme. La politique au sens traditionnel est morte, et pour de bonnes raisons. La population l'abandonne parce qu'elle la voit comme ce qu'elle est dans sa réalité sociale : l'activité d'une couche de mystificateurs professionnels qui tournent autour de la machinerie de l'Etat et de ses appendices pour y pénétrer ou pour s'en emparer. Le mouvement révolutionnaire doit apparaître pour ce qu'il est : un mouvement total concerné par tout ce que les hommes font et subissent dans la société, et avant tout par leur vie quotidienne réelle.

11. Le mouvement révolutionnaire doit donc cesser d'être une organisation de

spécialistes. Il doit devenir le lieu - le seul dans la société actuelle, en dehors de l'entreprise - où un nombre croissant d'individus réapprennent la vraie vie collective, gèrent leurs propres affaires, se réalisent et se développent en travaillant pour un projet commun dans la reconnaissance réciproque.

12. La propagande et l'effort de recrutement du mouvement révolutionnaire doivent désormais tenir compte des transformations de structure de la société capitaliste et de la généralisation de sa crise. La division en classes de la société est de plus en plus une division entre dirigeants et exécutants ; l'immense majorité des individus, quelles que soient leur qualification ou leur rémunération, sont transformés en exécutants salariés effectuant un travail parcellaire, qui éprouvent l'aliénation dans le travail et l'absurdité du système et tendent à se révolter contre celui-ci. Les employés et les travailleurs de bureau, ceux qu'on appelle les « tertiaires », se distinguent de moins en moins des travailleurs manuels et commencent à lutter contre le système suivant les mêmes lignes. De même, la crise de la culture et la décomposition des valeurs de la société capitaliste poussent des fractions importantes d'intellectuels et d'étudiants (dont le poids numérique est d'ailleurs croissant) vers une critique radicale du système. Le mouvement révolutionnaire peut seul donner un sens positif et une issue à la révolte de ces couches, et il en recevra en retour un enrichissement précieux. Et seul le mouvement révolutionnaire peut être le trait d'union, dans les conditions de la société d'exploitation, entre travailleurs manuels, « tertiaires » et intellectuels, union sans laquelle il ne peut y avoir de révolution victorieuse.

13. La rupture entre les générations et la révolte des jeunes dans la société moderne, sont sans commune mesure avec le « conflit des générations » d'autrefois. Les jeunes ne s'opposent plus aux adultes pour prendre leur place dans un système établi et reconnu, ils refusent ce système, n'en reconnaissent plus les valeurs. La société contemporaine perd son emprise sur les générations qu'elle produit. La rupture est particulièrement brutale s'agissant de la politique ; d'un côté, l'écrasante majorité des cadres et des militants ouvriers adultes ne peuvent pas, quelle que soit leur bonne foi et volonté, opérer leur reconversion, ils répètent machinalement les leçons et les phrases apprises autrefois et désormais vides, ils restent attachés à des formes d'action et d'organisation qui s'effondrent ; inversement, les organisations traditionnelles arrivent de moins en moins à recruter des jeunes, aux yeux desquels rien ne les sépare de tout l'attirail vermoulu et dérisoire qu'ils rencontrent en venant au monde social. Le mouvement révolutionnaire pourra donner un sens positif à l'immense révolte de la jeunesse contemporaine et en faire le ferment de la transformation sociale s'il sait trouver le langage vrai et neuf qu'elle cherche, et lui montrer une activité de lutte efficace contre ce monde qu'elle refuse.

La crise et l'usure du système capitaliste s'étendent aujourd'hui à tous les secteurs de la vie. Ses dirigeants s'épuisent à colmater les brèches du système sans jamais y parvenir. Dans cette société, la plus riche et la plus puissante que la terre ait portée, l'insatisfaction des hommes, leur impuissance devant leurs propres créations sont plus grandes que jamais. Si aujourd'hui le capitalisme réussit à privatiser les travailleurs, à les éloigner du problème social et de l'activité collective, cette phase ne saurait durer éternellement, ne serait-ce que parce que c'est la société établie qui en étouffe la première. Tôt ou tard, à la faveur d'un de ces « accidents » inéluctables sous le système actuel, les masses entreront de nouveau en action pour modifier leurs conditions d'existence. Le sort de cette action dépendra du degré de conscience, de l'initiative, de la volonté, de la capacité d'autonomie que montreront alors les travailleurs. Mais la formation de cette conscience, l'affermissement de cette autonomie dépendent à un degré décisif du travail continu d'une organisation révolutionnaire qui ait clairement compris l'expérience d'un siècle de luttes ouvrières et d'abord que l'objectif à la fois et le moyen de toute activité révolutionnaire c'est le développement de l'action consciente et autonome des travailleurs ; qui soit capable de tracer la perspective d'une nouvelle société humaine pour laquelle il vaille la peine de vivre et de mourir ; qui incarne enfin elle-même l'exemple d'une activité collective que les hommes comprennent et dominent.

Les thèmes abordés dans ce texte sont développés dans de nombreux autres articles de C.Castoriadis. Ceux qui sont (ré)édités sont répartis en plusieurs volumes chez Seuil, certains autres paraissent en brochures. On pourra lire par exemple :

En Brochures : « *Autogestion et hiérarchie* » ; « *Mai 68 : la révolution anticipée* » ; « *'Socialisme' et société autonome* » ; « *Racines et logique du projet révolutionnaire* » ; « *Entretiens (1973 - 1996)* » ; « *La question de l'histoire du mouvement ouvrier* » ; « *Crise économique, sociale et politique* » ; etc...

- **Sur le capitalisme :** « *La « rationalité » du capitalisme* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *L'époque du conformisme généralisé* » & « *Voie sans issue* » in *Le monde morcelé* 1990 ; « *La crise des sociétés occidentales* », in *La montée de l'insignifiance*, 1996, « *Marx aujourd'hui* » & « *Réflexions sur le « développement » et la « rationalité »* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; ...

- **Sur la révolution :** « *Théorie et projet révolutionnaire* » in *L'institution imaginaire de la société*, 1975 ; « *La révolution devant les théologiens* » & « *L'idée de révolution* » in *Le monde morcelé*, 1990 ; « *Héritage et révolution* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *Nature et valeur de l'égalité* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; « *Valeur, égalité, justice, politique, ...* » in *Les carrefours du labyrinthe*, 1978 ; ...

- **Sur l'état actuel de la société :** « *Une 'démocratie' sans la participation des citoyens* », in *Une société à la dérive*, 2005 ; « *L'époque du conformisme généralisé* » in *Le monde morcelé* 1990 ; « *Le délabrement de l'occident* », « *La crise des sociétés occidentales* » & « *La crise du processus identificatoire* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *L'industrie du vide* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; ...

- **Sur les errances des mouvements d'émancipation :** « *Mai 68 : La révolution anticipée* » in *La brèche*, 2008 ; « *Les mouvements des années soixante* » & « *Marxisme-léninisme : la pulvérisation* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *Sur la dégénérescence de la révolution russe* » in *La société bureaucratique*, 1990 ; « *Le marxisme : bilan provisoire* » in *L'institution imaginaire de la société*, 1975 ; ...

- **Sur la démocratie :** « *Quelle démocratie ?* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *La polis grecque et la création de la démocratie* » & « *Nature et valeur de l'égalité* » in *Domaines de l'homme*, 1986, « *Imaginaire politique grec et moderne* » & « *La démocratie comme procédure et comme régime* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *Transformation sociale et création culturelle* » in *Une société à la dérive*, 2005 ; ...

Contact : quentin@no-log.org